Agriculture et Agroalimentaire Canada

2013-2014

Rapport sur les plans et les priorités

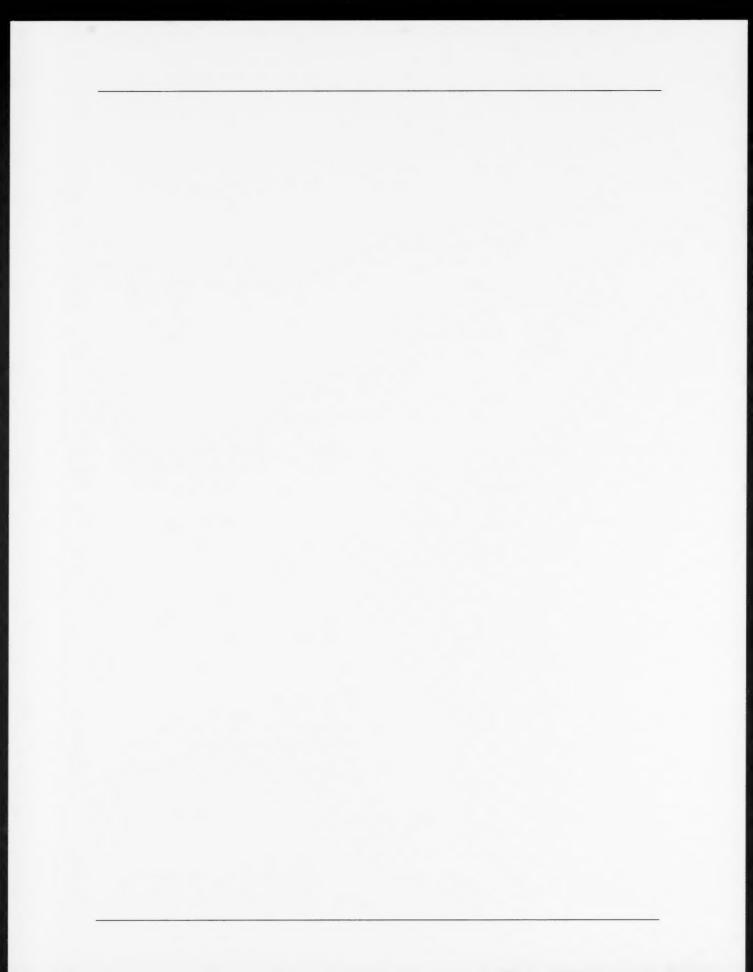


Table des matières

M	lessage du ministre	1
S	ection I : Survol de l'organisation	3
	Raison d'être	3
	Responsabilités	3
	Résultats stratégiques et Architecture d'alignement de programmes (AAP)	4
	Priorités organisationnelles	6
	Analyse des risques	. 12
	Sommaire de la planification	. 15
	Profil des dépenses	. 21
	Budget des dépenses par crédit voté	. 23
	Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable	. 23
S	ection II: Analyse des programmes par résultat stratégique	. 25
	Résultat stratégique 1 : Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels respectueux de l'environnement	. 25
	Programme 1.1 : Connaissances, technologies, informations et évaluation sur le plan environnemental	25
	Faits saillants de la planification	27
	Programme 1.2 Mesures à la ferme	27
	Faits saillants de la planification	28
	Résultat stratégique 2 : Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels compétitif et axé sur le marché qui gère les risques de manière proactive	20
	Programme 2.1 : Gestion des risques de l'entreprise	
	Faits saillants de la planification	
	Programme 2.2 : Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité	30
	et à la biosécurité des aliments	32
	Faits saillants de la planification	33
	Programme 2.3 : Développement du commerce et des marchés	34
	Faits saillants de la planification	35
	Programme 2.4 : Facilitation de l'efficacité de la réglementation	37
	Faits saillants de la planification	38
	Programme 2.5 : Conseil des produits agricoles du Canada	
	Faits saillants de la planification	40

Résultat stratégique 3 : Un secteur innovateur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels	41
Programme 3.1 : Sciences, innovation et adoption	42
Faits saillants de la planification	43
Programme 3.2 : Développement de l'agroentreprise	44
Faits saillants de la planification	45
Programme 3.3 : Développement des régions rurales et développemen des coopératives	
Faits saillants de la planification	47
Programme 3.4: Agence canadienne du pari mutuel	47
Faits saillants de la planification	48
Programme 4.1 : Services internes	48
Faits saillants de la planification	49
Section III: Renseignements supplémentaires	51
Principales données financières	51
Liste des tableaux de renseignements supplémentaires	
Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations	56
Section IV : Autres sujets d'intérêt	57
Coordonnées de l'organisation	57
Note en fin d'ouvrage	57

Message du ministre

Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire crée des emplois et fait tourner l'économie, en plus d'avoir contribué à hisser le Canada au rang des grandes nations commerçantes. Il procure un emploi à un Canadien sur huit et représente plus de huit pour cent de notre produit intérieur brut.

Pour maintenir une industrie forte et viable, il faut ouvrir et développer des marchés agricoles dans le monde entier, donner à l'industrie les instruments législatifs et le cadre de réglementation dont elle a besoin pour soutenir la concurrence au 21° siècle, et effectuer des investissements proactifs



qui aideront les agriculteurs et les transformateurs d'aliments à répondre aux demandes des consommateurs qui recherchent des aliments sûrs, innovateurs et de qualité supérieure.

Le nouveau cadre stratégique pour l'agriculture du Canada, *Cultivons l'avenir 2*, nous permettra d'opérer cette transformation dans l'industrie. En délaissant l'approche réactive au profit d'investissements davantage proactifs dans l'innovation, la compétitivité et le développement des marchés, *Cultivons l'avenir 2* donnera aux producteurs et aux transformateurs d'aliments du Canada les outils nécessaires pour affronter la concurrence au pays et à l'étranger. Forte des investissements de 3 milliards de dollars des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, une nouvelle série de programmes axés sur l'innovation, la compétitivité et le développement des marchés aidera le secteur à réaliser son plein potentiel et à jouer le rôle productif et lucratif qui lui revient dans l'économie canadienne. Les gouvernements poursuivront leurs efforts pour mettre en place une série complète et efficace de programmes de gestion des risques de l'entreprise afin de venir en aide aux agriculteurs qui sont confrontés à la grande volatilité des marchés et à des catastrophes imprévues.

En outre, nous modernisons l'industrie céréalière du Canada en modifiant la *Loi sur les grains du Canada* et en donnant aux producteurs céréaliers la liberté de choisir le mode de commercialisation qui leur convient, ce qui favorise l'activité économique dans l'Ouest du Canada. Nous avons, en étroite collaboration avec nos collègues du gouvernement, joué un rôle de premier plan dans les changements proposés à l'industrie pour que tous les expéditeurs, y compris les agriculteurs, puissent compter sur un réseau ferroviaire plus prévisible, efficient et efficace.

Sur la scène internationale, notre gouvernement cherche toujours de nouveaux moyens de générer des revenus dans le secteur. Pour ce faire, il s'efforce de conclure des accords de libre-échange et d'éliminer les mesures restrictives et les obstacles au commerce tout en favorisant des approches commerciales fondées sur des principes scientifiques et en dirigeant des missions commerciales sur nos marchés agroalimentaires principaux et émergents partout dans le monde.

L'avenir de notre industrie agricole et alimentaire est prometteur compte tenu de la population mondiale grandissante en quête de produits de qualité, innovateurs et sains que nos agriculteurs et transformateurs d'aliments peuvent lui fournir.

Le fait de travailler de concert avec tous les organismes du portefeuille et de miser sur nos activités scientifiques, nos compétences en affaires et nos investissements stratégiques nous donne une excellente occasion de repenser et de réorganiser le secteur canadien de l'agriculture. Notre objectif est d'offrir plus d'emplois aux Canadiens, de renforcer l'exploitation agricole et de favoriser une croissance stable à long terme de l'économie canadienne. Je ne peux imaginer un défi plus gratifiant à relever.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire,

L'honorable Gerry Ritz, C.P., député

Section I : Survol de l'organisation

Raison d'être

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada (AAC) a vu le jour en 1868 – un an après la Confédération – en raison de l'importance de l'agriculture pour le développement économique, social et culturel du Canada. Aujourd'hui, le Ministère veille à ce que le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels demeure concurrentiel sur les marchés national et international, le secteur et l'économie canadienne dans son ensemble pouvant ainsi profiter des retombées économiques. Grâce à ses travaux, le Ministère s'emploie à aider le secteur à maximiser sa rentabilité et sa compétitivité à long terme, tout en assurant le respect de l'environnement ainsi que la salubrité et la sécurité de l'approvisionnement alimentaire du Canada.

Notre vision

Stimuler l'innovation et faire preuve d'ingéniosité pour créer, dans l'intérêt de tous les Canadiens, une économie agroalimentaire de classe mondiale.

Notre mission

AAC oriente la croissance et le développement d'un secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire compétitif, innovateur et durable.

Responsabilités

AAC fournit des renseignements, mène des recherches et conçoit des technologies en plus d'élaborer des politiques et des programmes qui aident le secteur canadien de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels à être concurrentiel sur les marchés national et international, à gérer les risques et à innover. Les activités du Ministère s'étendent des agriculteurs aux consommateurs, des exploitations agricoles aux marchés mondiaux, en passant par toutes les phases de la production durable, de la transformation et de la mise en marché des produits agricoles et agroalimentaires. C'est pourquoi, et étant donné que l'agriculture est une compétence partagée, AAC collabore étroitement avec les gouvernements provinciaux et territoriaux.

Le mandat d'AAC repose sur la *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire*. Le ministre est aussi responsable de l'application de plusieurs autres lois (www.agr.gc.ca/lois), notamment la *Loi canadienne sur les prêts agricoles*.

Le Ministère est chargé d'assurer une collaboration entre les organismes qui relèvent du portefeuille de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, ce qui signifie l'élaboration cohérente de politiques et de programmes et une coopération fructueuse qui permettront de relever les défis qui touchent l'ensemble du Portefeuille. Les autres organismes qui relèvent du Portefeuille (www.agr.gc.ca/portefeuille), sont la Commission canadienne du lait, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Commission canadienne des grains, Financement agricole Canada, la Commission de révision agricole du Canada et le Conseil des produits agricoles du Canada. AAC est également responsable de l'Agence canadienne du pari mutuel, organisme de service spécial qui réglemente et supervise les activités de pari mutuel menées sur les courses de chevaux aux hippodromes du Canada.

Résultats stratégiques et Architecture d'alignement de programmes (AAP)

Résultat stratégique 1 : Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels respectueux de l'environnement

Programme 1.1: Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental

- Sous-programme 1.1.1: Sciences agroenvironnementales
- Sous-programme 1.1.2 : Applications agroenvironnementales et unité de mesure

Programme 1.2 : Mesures à la ferme

- Sous-programme 1.2.1 : Transfert de l'information technique
- Sous-programme 1.2.2 : Agri-flexibilité intervention environnementale
- Sous-programme 1.2.3 : Programmes de mise en œuvre et d'évaluation des risques pour l'environnement, à frais partagés

Résultat stratégique 2 : Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels compétitif et axé sur le marché qui gère les risques de manière proactive

Programme 2.1 : Gestion des risques de l'entreprise

- Sous-programme 2.1.1 : Agri-stabilité
- Sous-programme 2.1.2 : Agri-investissement
- Sous-programme 2.1.3 : Agri-relance
- Sous-programme 2.1.4: Agri-protection
- Sous-programme 2.1.5 : Loi canadienne sur les prêts agricoles
- Sous-programme 2.1.6: Loi sur les programmes de commercialisation agricole
- Sous-programme 2.1.7 : Réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc
- Sous-programme 2.1.8: Transition pour les exploitations porcines

Programme 2.2 : Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments

- Sous-programme 2.2.1 : Systèmes d'assurance
- Sous-programme 2.2.2 : Science favorisant un secteur compétitif
- Sous-programme 2.2.3 : Agri-flexibilité protection de l'approvisionnement alimentaire
- Sous-programme 2.2.4 : Agri-flexibilité traçabilité des encans de bétail
- Sous-programme 2.2.5 : Programmes d'assurance à frais partagés

Programme 2.3 : Développement du commerce et des marchés

- Sous-programme 2.3.1 : Négociations commerciales et accès aux marchés
- · Sous-programme 2.3.2 : Progression du marché
- Sous-programme 2.3.3 : Compétitivité du secteur
- Sous-programme 2.3.4 : Agri-flexibilité demande accrue du marché
- Sous-programme 2.3.5 : Agri-flexibilité promotion de la marque Canada
- Sous-programme 2.3.6 : Programmes de développement du commerce et des marchés à frais partagés

Programme 2.4 : Facilitation de l'efficacité de la réglementation

- Sous-programme 2.4.1 : Lutte antiparasitaire programme de pesticides à usage limité
- Sous-programme 2.4.2 : Lutte antiparasitaire programme de réduction des risques liés aux pesticides
- Sous-programme 2.4.3: Faciliter l'adaptation de l'industrie à la modernisation de la réglementation

Programme 2.5 : Conseil des produits agricoles du Canada

Résultat stratégique 3 : Un secteur innovateur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels

Programme 3.1: Sciences, innovation et adoption

- Sous-programme 3.1.1 : Science de l'innovation agricole
- Sous-programme 3.1.2 : Adaptation de l'agriculture canadienne
- Sous-programme 3.1.3 : Agri-flexibilité utilisation de la science pour saisir les débouchés et relever les défis du marché
- Sous-programme 3.1.4 : Agri-flexibilité transformation agricole
- Sous-programme 3.1.5 : Recherche accélérant l'innovation
- · Sous-programme 3.1.6 : Recherche, développement et transfert des connaissances
- Sous-programme 3.1.7 : Appui à la commercialisation et l'adoption
- Sous-programme 3.1.8 : Programme d'innovation à frais partagés

Programme 3.2 : Développement de l'agroentreprise

- Sous-programme 3.2.1 : Service de médiation en matière d'endettement agricole
- Sous-programme 3.2.2 : Agri-flexibilité amélioration de la rentabilité
- Sous-programme 3.2.3 : Programme d'utilisation du port de Churchill
- Sous-programme 3.2.4 : Agri-compétitivité
- · Sous-programme 3.2.5 : Adaptabilité et capacité de l'industrie à frais partagés

Programme 3.3 : Développement des régions rurales et développement des coopératives

- · Sous-programme 3.3.1 : Développement rural
- Sous-programme 3.3.2 : Développement des coopératives

Programme 3.4 : Agence canadienne du pari mutuel

Programme 4.1 : Services internes

Priorités organisationnelles

Au cours des dernières années, la croissance économique du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ne s'est pas démentie. À quelques exceptions près, le secteur n'a pas trop souffert de la dernière récession. La valeur nette des ménages agricoles canadiens, en hausse de 30 % depuis les cinq dernières années, est maintenant beaucoup plus élevée que la moyenne canadienne. Dans de nombreux secteurs, les prix sont élevés et devraient demeurer au-dessus des niveaux historiques durant la prochaine décennie. Étant donné la demande croissante pour les produits agricoles et agroalimentaires dans les marchés en développement, les tendances favorables observées dans le secteur devraient se poursuivre et nous donner l'occasion d'opérer une transformation plus approfondie afin de mieux protéger le potentiel économique du secteur à long terme.

La nouvelle politique agricole et agroalimentaire, *Cultivons l'avenir 2* (CA2), se veut la prochaine étape d'une relation durable, efficace et concertée entre les gouvernements et l'industrie. CA2 entrera en vigueur le 1^{er} avril 2013 et donnera à l'industrie les moyens de mieux répondre aux demandes du marché, de prévoir les changements et de s'y adapter, tout en contribuant au bien-être des Canadiens. En somme, les investissements dans l'innovation, la compétitivité et les initiatives de développement des marchés sont au cœur du nouveau cadre et permettront aux producteurs de répondre aux demandes grandissantes pour des produits alimentaires et agro-industriels à l'échelle mondiale.

Le défi commun que le gouvernement et l'industrie doivent relever est de veiller à ce que les agriculteurs et les fabricants de produits alimentaires canadiens disposent des outils dont ils ont besoin pour relancer l'activité économique et soutenir la concurrence. Les gouvernements ont l'intention de travailler avec l'industrie en vue de faire du secteur un acteur majeur dans le commerce mondial, tout en continuant de régler les problèmes qui nuisent à la compétitivité.

Le Canada est l'un des plus grands exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires au monde. Étant donné que des accords de libre-échange sont négociés et que de nouveaux débouchés s'offrent aux entreprises canadiennes, le commerce sera au cœur de la croissance dans le secteur de l'agriculture au cours des prochaines années. L'augmentation des exportations se traduit par un plus grand nombre d'emplois pour les Canadiens, par plus d'argent pour les agriculteurs et par une croissance durable pour l'économie canadienne. Le gouvernement continuera de trouver de nouveaux moyens pour générer des revenus en négociant des accords de libre-échange, en s'efforçant d'éliminer les mesures restrictives et les obstacles au commerce, en favorisant des approches commerciales fondées sur des principes scientifiques et en menant des missions commerciales avec l'industrie dans les principaux marchés agroalimentaires de la planète.

De plus, la recherche, le développement et l'innovation continueront d'être le moteur de la compétitivité du secteur et de la rentabilité des producteurs et des transformateurs. Nous nous attarderons davantage à la création et au transfert du savoir, aux partenariats avec l'industrie et aux investissements du secteur privé dans les activités canadiennes de recherche et développement. Les agriculteurs et les transformateurs d'aliments ont aussi besoin d'un cadre juridique qui favorise l'innovation et la croissance dans le secteur tout en faisant de la salubrité une priorité absolue. Le gouvernement a l'intention de moderniser les outils législatifs en place et de réformer le cadre de réglementation pour renforcer la capacité du secteur à demeurer concurrentiel. L'abolition du monopole de la Commission canadienne du blé (CCB) continuera d'offrir de nouvelles possibilités et, pour tirer profit de cette réussite, une stratégie globale sur les cultures canadiennes sera élaborée. Celle-ci visera notamment à superviser la transition de la CCB vers le secteur privé et à déployer des efforts pour livrer le grain sur le marché de la façon la plus efficace possible tout en continuant de collaborer avec la Commission canadienne des grains pour moderniser la *Loi sur les grains du Canada* et ses règlements d'application.

Par ailleurs, AAC poursuivra l'examen de toutes ses activités et de tous ses programmes en vue de trouver des possibilités d'économiser et d'assurer une plus grande cohérence; il harmonisera les programmes et les services pour qu'ils répondent aux priorités. Compte tenu de l'occasion exceptionnelle qui s'offre au secteur, ces priorités ainsi que les efforts soutenus du Ministère pour mener ses activités de façon plus efficiente et efficace, compléteront le programme de développement du commerce du gouvernement visant à exploiter le potentiel du secteur, à concentrer les efforts sur l'innovation, à améliorer la coordination entre tous les intervenants du secteur et à créer les conditions propices qui permettront aux agriculteurs et aux fabricants d'aliments de s'adapter et de soutenir la concurrence au 21° siècle.

Priorité	Туре	Résultats stratégiques
Mettre en œuvre les accords bilatéraux sur CA2 ainsi que les activités fédérales	Nouveau	RS 1 – Un secteur respectueux de l'environnement RS 2 – Un secteur compétitif et axé sur le marché qui gère les risques de manière proactive
		RS 3 – Un secteur innovateur

Pourquoi s'agit il d'une priorité?

• CA2 est un cadre stratégique quinquennal (2013-2018) auquel ont adhéré les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT). Il établit les objectifs nationaux et les orientations stratégiques des programmes en vue de soutenir le secteur agricole. Il est essentiel de mettre en œuvre les activités de programme fédérales et celles comprises dans les accords bilatéraux négociés en 2012-2013 avec les provinces et les territoires, pour promouvoir un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels rentable, compétitif, innovateur et durable. La série des programmes de Gestion des risques de l'entreprise (GRE) de CA2 permettra aux gouvernements de fournir aux agriculteurs les outils nécessaires pour gérer la grande volatilité des marchés et les catastrophes naturelles.

Plans en vue de donner suite à la priorité

- AAC se concentrera sur la mise en œuvre et l'exécution des trois programmes harmonisés de CA2 financés uniquement par le gouvernement fédéral Agri-innovation, Agri-compétitivité et Agri-marketing qui entreront en vigueur le 1er avril 2013. Dans le cadre d'Agri-innovation, AAC misera sur les investissements pour améliorer la capacité sectorielle de mettre au point et de commercialiser de nouveaux produits et de nouvelles technologies. Dans le cadre d'Agri-compétitivité, des investissements ciblés renforceront la capacité de l'industrie à s'adapter et à être rentable sur les marchés intérieurs et mondiaux. Le nouveau programme harmonisé d'Agri-marketing facilitera l'adoption, par l'industrie, de systèmes d'assurance, tels des systèmes de salubrité des aliments et de traçabilité. Il lui permettra aussi de répondre aux demandes du consommateur et du marché tout en l'aidant à conserver ses marchés et à en conquérir de nouveaux grâce à des activités promotionnelles et à la promotion de l'image de marque.
- AAC contribuera à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes à frais partagés de CA2 qui seront exécutés par les gouvernements provinciaux et territoriaux.
- Le gouvernement du Canada, en collaboration avec ses partenaires provinciaux et territoriaux, mettra en œuvre la nouvelle série des programmes de GRE de CA2.

Priorité	Туре	Résultat stratégique et programme
Aider le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels à être un acteur concurrentiel à l'échelle nationale et mondiale	En cours	RS 2 – Un secteur compétitif et axé sur le marché qui gère les risques de manière proactive Programme 2.3 Développement du commerce et des marchés
		Description

Pourquoi s'agit il d'une priorité?

 Le fait d'augmenter la capacité concurrentielle du secteur sur la scène internationale et nationale permet d'accroître la part du marché international et intérieur, d'où de plus grandes possibilités d'emploi pour les Canadiens dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Plans en vue de donner suite à la priorité

- AAC, en collaboration avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et après consultation avec l'industrie, les provinces et les territoires, poursuivra ses efforts en vue de résoudre les problèmes commerciaux ou de défendre les intérêts du Canada, et en vue de maintenir, développer et rouvrir les marchés aux denrées et aux produits canadiens.
- Grâce à un Service des délégués commerciaux du secteur agroalimentaire de plus grande envergure, nous continuerons d'offrir un soutien technique et commercial aux entreprises canadiennes pour l'établissement ou l'élargissement des marchés visés par les produits agroalimentaires et les produits de la mer canadiens. En outre, le Service s'attaquera aux questions d'accès aux marchés, gérera l'ensemble des relations bilatérales en matière d'agriculture et fera connaître le Canada comme un partenaire du développement économique.
- La Stratégie de la marque Canada d'AAC continuera d'aider le secteur de l'alimentation et de l'agriculture du Canada à soutenir la concurrence sur les marchés intérieurs et mondiaux, en différenciant les produits canadiens de ceux des concurrents grâce à des outils et à des activités promotionnelles qui feront connaître les avantages et la gamme des produits canadiens et qui exerceront une influence sur les clients.
- AAC continuera de concentrer ses efforts sur l'élimination des obstacles réglementaires à l'innovation et sur la promotion de la coopération et de la modernisation en matière de réglementation.
- Grâce aux tables rondes sur les chaînes de valeur et à d'autres forums, AAC poursuivra sa collaboration avec l'industrie pour cemer et mettre en œuvre des mesures stratégiques de l'industrie et du gouvernement qui amélioreront la compétitivité de la chaîne de valeur canadienne.
- Le Ministère sera responsable du volet agricole des négociations bilatérales sur le libre-échange, qui sont menées notamment avec le Japon, les parties à l'accord sur le Partenariat transpacifique et d'autres marchés prioritaires, et il continuera de participer aux activités de l'Organisation mondiale du commerce. Toutes ces mesures contribueront à défendre les intérêts agricoles du Canada.
- AAC dirigera l'élaboration d'une approche internationale ainsi que d'une politique intérieure sur la gestion de la présence d'une faible concentration de cultures génétiquement modifiées (http://www4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher.do?id=1352157082711&lang=fra).

Priorité	Туре	Résultats stratégiques et programme
Soutenir les activités qui permettent la création et le transfert du savoir, qui améliorent les produits, les procédés ou les pratiques et qui favorisent leur adoption et leur commercialisation, en vue d'ajouter de la valeur aux exploitations agricoles, aux entreprises ou au secteur et de contribuer au développement durable	En cours	RS 1 – Un secteur respectueux de l'environnement RS 2 – Un secteur compétitif et axé sur le marché qui gère les risques de manière proactive RS 3 – Un secteur innovateur Les activités portant sur la création et le transfert du savoir participent à la réalisation des trois résultats stratégiques d'AAC, tandis que l'adoption et la commercialisation contribuent surtout au programme 3.1 : Science, innovation et adoption

Description

Pourquoi s'agit il d'une priorité?

 La création et le transfert du savoir sont essentiels à l'esprit d'innovation du secteur, car ils ouvrent la voie à de nouveaux produits ou procédés, ils aident le secteur à saisir les occasions sur des marchés intérieurs et mondiaux diversifiés, et ils renforcent la croissance économique dans les collectivités rurales.

Plans en vue de donner suite à la priorité

- Une orientation à long terme bien établie pour les activités scientifiques favorisera un secteur
 de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels compétitif et innovateur.
 Cette orientation s'appliquera aux programmes de recherche et d'innovation dirigés par AAC et
 à l'aide ministérielle pour la recherche pilotée par l'industrie. Elle contribuera à l'adoption ou à la
 commercialisation, par l'industrie, de nouveaux procédés, produits et technologies tout en veillant
 à ce que les objectifs de développement durable soient tous pris en considération.
- AAC continuera de soutenir un cadre de réglementation moderne et scientifique qui soit transparent, disponible en temps utile et prévisible.

Priorité	Туре	Résultats stratégiques
Poursuivre la transformation des programmes, services et activités en période de restrictions et renouveler l'effectif pour pouvoir relever les défis futurs	En cours	RS 1 – Un secteur respectueux de l'environnement RS 2 – Un secteur compétitif et axé sur le marché qui gère les risques de manière proactive RS 3 – Un secteur innovateur

Pourquoi s'agit il d'une priorité?

- Pour appuyer l'orientation du gouvernement aux termes de la Politique sur les paiements de transfert en vue de réduire le fardeau administratif, AAC continuera d'améliorer la prestation des programmes de subventions et de contributions (S-C) qu'il offre aux Canadiens. La transformation des programmes, services et activités tiendra compte des ressources humaines et financières limitées qui serviront à mettre en œuvre CA2.
- Dans un contexte de responsabilité financière et de transformation, AAC mettra l'accent sur la planification, la transformation et le renouvellement de la main-d'œuvre, pour faire en sorte que le Ministère dispose des employés qualifiés et motivés dont il a besoin pour obtenir les résultats voulus.

Plans en vue de donner suite à la priorité

Pour CA2, AAC améliorera les services et rationalisera la gestion à l'aide des mesures suivantes :

- simplifier les programmes de S-C non liés à la GRE, faciliter l'accès aux programmes, réduire le fardeau associé à la mise en œuvre et à l'administration et préparer des rapports réguliers sur le rendement et les finances;
- réduire les délais d'exécution et les lourdeurs administratives pour les clients;
- utiliser des formulaires uniformes et faciles à remplir à l'échelle des programmes, ce qui augmentera l'efficience et l'exactitude;
- fournir aux demandeurs et aux bénéficiaires des guides uniformes à l'échelle des programmes afin de faciliter la présentation d'une demande, l'administration et la préparation de rapports pour les projets de contribution du gouvernement.

L'importance accordée à l'efficacité et à la rationalisation des programmes et des services montre à quel point il importe d'avoir des employés motivés et consciencieux, possédant les bonnes compétences et aptitudes pour atteindre les objectifs et capables de travailler dans un milieu qui favorise le respect et l'éthique. Pour ce faire, AAC poursuivra ses efforts pour :

- mettre en œuvre des initiatives de gestion des talents et de développement du leadership;
- · donner suite au Plan d'action relatif au Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux;
- aider les employés en transition en offrant de la formation et des conseils;
- inciter les employés et les gestionnaires à discuter du nouveau Code de valeurs et d'éthique d'AAC.

Analyse des risques

Même si le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est confronté à des défis sur les marchés canadiens et internationaux en raison de l'augmentation du coût des intrants, de l'appréciation du dollar et d'une croissance économique anémique dans les principaux marchés d'exportation, il demeure concurrentiel et reste un moteur important de l'économie canadienne. Fort de milliers d'entrepreneurs et de gens audacieux extrêmement compétents, le secteur a montré qu'il est résilient et capable de se restructurer et de s'adapter aux défis et aux possibilités qui se présentent. Malgré les difficultés qui l'attendent dans les années à venir, les perspectives sont encourageantes, puisque les prix de nombreux produits demeurent élevés et que de nouveaux marchés s'ouvrent. L'industrie adopte les nouvelles technologies et choisit d'utiliser des pratiques de gestion et de production innovatrices, et elle saisit les possibilités qui découlent de l'augmentation de la demande des biens de consommation au pays et à l'étranger.

Le système agricole et agroalimentaire canadien continuera de jouer un rôle important dans les économies nationale et provinciale en contribuant de façon importante au produit intérieur brut (PIB) du Canada. En 2011, on estimait la contribution du secteur à 101,1 milliards de dollars, soit 8 % du PIB. Cela correspond à un emploi sur huit, avec plus de deux millions de personnes travaillant directement dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Ce portrait montre que les prix mondiaux de nombreux produits agricoles demeureront élevés dans un avenir prévisible. Cependant, les signaux contradictoires reçus de nombreux marchés nous obligent à modérer nos attentes au chapitre de la croissance, plus particulièrement en Union européenne où la crise de la dette souveraine et les mesures d'austérité financière tempèrent les attentes relativement à la croissance économique. Bien que l'économie américaine se soit redressée demièrement, l'incertitude entourant la prochaine politique financière s'ajoute aux risques liés aux perspectives économiques futures.

Dans ce contexte, les possibilités d'exportation demeurent un élément crucial pour la croissance du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Par conséquent, le gouvernement du Canada met en branle un ambitieux plan d'expansion commerciale, qui prévoit des négociations d'accords de libre-échange avec les principaux marchés et le resserrement des relations avec les partenaires commerciaux internationaux du Canada, grâce à des missions commerciales et à la coopération agricole.

Pour la suite des choses, il faut savoir que la demande pour les aliments enregistre une hausse à l'échelle mondiale en raison de la croissance démographique et de l'augmentation des revenus dans les économies émergentes. Ainsi, la croissance de la demande pourrait être plus rapide que celle de l'offre alimentaire. À cela s'ajoute l'incertitude qui découle de phénomènes climatiques potentiels et des risques de voir une pression à la hausse s'exercer sur les prix. La compétitivité du secteur canadien dépend néanmoins de sa capacité à demeurer rentable et résilient à long terme face à ses concurrents sur les marchés intéressants.

Les demandes changeantes du consommateur et de la société influencent toujours les perspectives du secteur, ce qui motive l'industrie et les gouvernements à proposer des produits alimentaires de grande qualité, qui peuvent être fournis aux consommateurs du monde entier. Les consommateurs canadiens se préoccupent grandement de la salubrité des aliments. D'ailleurs, l'adoption récente de la Loi sur la salubrité des aliments au Canada (S-11) et les modifications à la Loi sur les aliments et drogues sont des pas dans la bonne direction en vue de garantir aux Canadiens et aux clients du monde entier un régime canadien de réglementation des aliments rigoureux. En plus des variétés toujours plus nombreuses et de l'aspect pratique des produits, ainsi que des choix alimentaires plus sains et d'une production respectueuse de l'environnement, les consommateurs exigent des aliments qui répondent à leurs valeurs, par exemple, des produits biologiques dotés de leur propre garantie de salubrité et de qualité et offerts à un prix raisonnable. Les détaillants et les transformateurs réagissent en différenciant leurs produits au moyen de normes privées et de garanties de salubrité, de qualité et de production durable des aliments. Dans l'ensemble, les consommateurs sont de plus en plus sensibles aux questions liées à l'alimentation. Par exemple, on examine davantage les systèmes de production en tenant compte du bien-être des animaux. Les transformateurs et détaillants d'aliments sont éminemment réceptifs aux préoccupations des consommateurs dans ces secteurs, ce qui obligera les producteurs à s'adapter pour répondre aux demandes des consommateurs en la matière.

Compte tenu des tendances généralement favorables, la politique agricole s'intéresse maintenant aux initiatives susceptibles d'aider le secteur à s'adapter et à maintenir et augmenter sa capacité de production. Les objectifs consistent à mettre en place un secteur plus innovateur, concurrentiel et rentable qui entraînera la création d'emplois et stimulera la croissance à long terme pour les Canadiens. L'innovation, qui comprend la création et le transfert du savoir ainsi que l'adoption, demeure une activité importante et se traduit par de nouveaux progrès technologiques qui transforment le secteur et contribuent à la croissance de la productivité. Si on ajoute à cela un cadre positif de réglementation et d'activités, de nouvelles ententes de collaboration et de nouveaux partenariats ainsi que des investissements dans l'infrastructure et le capital humain, le secteur aura tout ce qu'il faut pour se préparer pour l'avenir.

Le cadre CA2 préparera le terrain pour l'orientation future des politiques agricoles du Canada et il contribuera grandement à soutenir la croissance du secteur. Le cadre sera mis en œuvre en avril 2013 et aidera les intervenants du secteur de l'agriculture à tirer parti des possibilités émergentes et des percées scientifiques qui favoriseront l'innovation, l'accès aux marchés, la compétitivité, l'adaptabilité et la durabilité.

Dans le cadre de la transformation, AAC continue d'administrer ses politiques et programmes malgré les ressources limitées, comme le font tous les ministères. Il poursuit l'examen de l'ensemble de ses activités et programmes pour trouver des possibilités d'économiser et tenir compte des nouvelles réalités financières.

La gestion des risques et des possibilités fait partie intégrante du processus décisionnel, de la planification et de la culture à tous les niveaux opérationnels du Ministère. De façon systématique, AAC détermine, évalue et surveille les risques et possibilités et s'y adapte. Le Profil de risque du Ministère 2013-2014 comporte six risques organisationnels qui pourraient nuire à la capacité du Ministère et une possibilité d'améliorer son aptitude à produire des résultats en fonction de ses priorités. Les risques et les possibilités recensés sont présentés dans le tableau suivant par ordre de priorité, qui va du plus au moins important.

Risques et possibilités pour l'organisation en 2013-2014	Principales stratégies d'intervention
Main-d'œuvre Risque : AAC ne disposera peut-être pas de la main-d'œuvre compétente et motivée nécessaire pour atteindre les résultats voulus.	Assurer le leadership et la gestion au moyen d'un plan intégré des activités et des ressources humaines Mise en œuvre continue d'initiatives de perfectionnement des employés et de transmission des connaissances (c'est-à-dire, le Programme de gestion des talents pour le groupe de relève de la direction, le Programme de perfectionnement en gestion et en leadership, le Programme national de mentorat, la planification de la relève, etc.)
Infrastructure Risque: L'infrastructure vieillissante d'AAC pourrait freiner la capacité du Ministère à entretenir son infrastructure et ses biens comme il se doit pour assurer la prestation des services et programmes de base, alors qu'il a la capacité d'investir adéquatement dans l'infrastructure nouvelle ou modeme dont il a besoin pour soutenir les nouvelles initiatives ministérielles.	Surveillance continue de l'infrastructure du Ministère par le biais du Plan d'investissement afin de soutenir les activités et priorités en cours Rénovation d'un système de gestion de la sécurité des barrages en cours
Gestion de l'information et technologie de l'information (GI-TI) Risque : La complexité croissante de la prestation des services de gestion et de technologie de l'information peut influer sur la capacité d'AAC d'offrir les programmes et services, ainsi que sur le niveau de sécurité.	Amélioration de la gouvernance de la GI-TI grâce à un programme permanent de communications Poursuite de la mise en œuvre d'outils modernes favorisant la collaboration interne et externe Mise en œuvre de pratiques officielles de gestion des risques liés à la sécurité de la technologie de l'information, en s'attardant plus particulièrement
	à la gestion des renseignements classifiés Ententes renforcées en matière de partenariats pour assurer la prestation efficace des services

Risques et possibilités pour l'organisation en 2013-2014	Principales stratégies d'intervention
Commerce Possibilité : Il existe une possibilité de resserrer les relations commerciales existantes et, à l'appui du plan d'action commercial du Canada, de faire progresser les questions d'agriculture dans les négociations de libre-échange en cours afin d'atteindre les objectifs économiques plus généraux du gouvernement.	Poursuite de la mise en œuvre et de la surveillance des activités d'accès aux marchés Collaboration avec les gouvemements provinciaux et territoriaux et l'industrie pour échanger des renseignements sur les marchés et discuter des questions commerciales qui permettront de rouvrir, de maintenir ou de développer les marchés pour les produits agricoles canadiens
Crise majeure Risque: AAC n'aura peut-être pas la capacité voulue pour intervenir en cas de crise majeure, notamment en cas de crise liée aux risques naturels et accidentels (par exemple, maladies, phénomènes météorologiques, etc.) qui pourraient compromettre la réalisation des objectifs et/ou avoir des conséquences graves pour le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels ou pour les Canadiens en général.	Participation soutenue aux dossiers suivants, au besoin : mesures d'urgence et procédures de gouvernance; activités sectorielles de préparation en cas d'urgence (par exemple, inondation); préparation en cas d'éclosions de maladie animale (c'est-à-dire, la stratégie de relance en cas d'interruption des activités sur le marché du bétail); activités de préparation en cas d'urgence pour aider le secteur agricole et agroalimentaire
Collections de matières biologiques Risque: Les collections nationales de matières biologiques d'AAC pourraient être endommagées ou détruites, ce qui pourrait compromettre certaines recherches d'AAC, avoir des répercussions néfastes sur le commerce et/ou se répercuter sur nos obligations commerciales.	Protection des collections nationales de matières biologiques d'AAC contre la perte ou les dommages. Les plans comprennent des mesures de sécurité, l'établissement d'un ordre de priorité et la numérisation des spécimens, l'entreposage de semences et la conservation du matériel génétique
Mise en œuvre des programmes Risque : La mise en œuvre des programmes à frais partagés de CA2 pourrait être reportée et nous empêcher d'offrir des programmes au secteur.	Collaborer avec les provinces et les territoires en vue de ratifier des accords de mise en œuvre bilatéraux sur CA2 en temps opportun

Sommaire de la planification

AAC réalisera des économies de 253,2 millions de dollars par année d'ici à l'exercice 2014-2015 en réharmonisant ses activités de la manière suivante :

- Faire avancer le programme d'excellence des services en regroupant tous les programmes au sein d'une seule direction générale des programmes.
- Créer une nouvelle direction générale des sciences et de la technologie en regroupant les activités de recherche, et les activités scientifiques et environnementales, afin de mieux faciliter l'innovation, le transfert et l'adoption de technologies.

- Mieux intégrer les politiques dans l'ensemble du Ministère pour améliorer les conseils et les analyses que nous effectuons.
- Harmoniser les programmes et les services en fonction des priorités.
- Multiplier les services partagés dans le portefeuille de l'agriculture en regroupant certains services généraux avec ceux de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.
- Continuer de rechercher des moyens d'améliorer les programmes de revenu agricole avec nos partenaires des provinces et des territoires.

Cette démarche s'inspire de mesures déjà prises par AAC pour réduire l'empreinte ministérielle. Elle permettra au Ministère de respecter ses buts et ses priorités futurs tout en contribuant au retour à un budget équilibré pour le gouvernement. Le regroupement des directions générales a débuté pour mieux structurer nos travaux afin de rendre plus efficace l'exécution de nos programmes et la prestation de nos services.

De plus, le 14 septembre 2012, les ministres FPT de l'Agriculture ont conclu une entente sur le cadre stratégique quinquennal de CA2. Une nouvelle série de programmes législatifs, fédéraux et un investissement supplémentaire dans les programmes à frais partagés entrera en vigueur le 1^{er} avril 2013, afin de favoriser l'innovation, la compétitivité et le développement des marchés et d'aider les agriculteurs à gérer les risques d'entreprise de façon plus proactive.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Les tableaux suivants présentent un sommaire des dépenses budgétaires totales 2013-2014 et les dépenses prévues totales d'AAC au cours des trois prochains exercices. Pour une explication des fluctuations annuelles des dépenses, se reporter à l'analyse de la tendance des dépenses du Ministère dans la sous-section intitulée Profil des dépenses. Les dépenses prévues en 2013-2014 s'élèvent à environ 258,9 millions de dollars de plus que le Budget principal des dépenses pour la même période, ce qui s'explique essentiellement par les fonds supplémentaires que l'on s'attend à recevoir au cours de l'année au titre des initiatives à frais partagés des provinces et des territoires pour CA2 ainsi que du soutien des programmes réglementaires de Gestion des risques de l'entreprise, qui n'étaient pas prêts à temps pour les inclure dans le Budget principal des dépenses de 2013-2014.

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014 ¹	Dépenses prévues 2014-2015¹	Dépenses prévues 2015-2016 ¹
2 191,6	2 450,5	2 282,8	2 278,6

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)²

Le tableau suivant dresse un résumé des ressources humaines totales prévues pour AAC au cours des trois prochains exercices.

2013-2014	2014-2015	2015-2016
5 721	5 439	5 425

Tableaux sommaires de la planification

Les tableaux suivants présentent : les indicateurs et les cibles de rendement pour chacun des trois résultats stratégiques d'AAC; les dépenses réelles pour 2010-2011 et 2011-2012; les dépenses projetées pour 2012-2013 et les dépenses prévues pour les trois prochains exercices, par programme à l'appui de chaque résultat stratégique; les dépenses ministérielles totales pour l'ensemble des programmes, les dépenses réelles pour 2010-2011 et 2011-2012, les dépenses projetées pour 2012-2013 et les dépenses prévues pour les trois prochains exercices.

(en millions de dollars - montant net)

					Dépenses prévues ¹			Harmonisation
Résultat stratégique 1	sultat réelles réelles	Dépenses réelles 2011-2012 ³	Dépenses projetées 2012- 2013 ⁴	2013- 2014	2014- 2015	2015- 2016	avec les résultats du gouvernement du Canada	
Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels respectueux de l'environnement	1.1 Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental	89,8	87,4	60,3	34,9	24,5	24,5	
	1.2 Mesures à la ferme	89,7	107,0	133,0	54,4	39,5	39,5	
Total partiel		179,6	194,4	193,2	89,3	64,0	64,0	

(en millions de dollars - montant net)

					Dépe	enses pré	vues¹	Harmonisation
Résultat stratégique 2	Programme	Dépenses réelles 2010-2011 ³	Dépenses réelles 2011-2012 ³	Dépenses projetées 2012- 2013 ⁴	2013- 2014	2014- 2015	2015- 2016	avec les résultats du gouvernement du Canada
Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels compétitif et	2.1 Gestion des risques de l'entreprise	1 452,5	1 412,0	1 446,4	1 331,5	1 330,4	1 334,4	Forte croissance économique (http://www. tbs-sct.gc. ca/ppg-cpr/ descript-fra.
axé sur le marché qui gère les risques de manière proactive	2.2 Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments	95,2	87,6	113,3	90,1	78,0	77,9	aspx#bm01)
	2.3 Développement du commerce et des marchés	93,4	98,0	299,2	181,1	140,1	131,7	
	2.4 Facilitation de l'efficacité de la réglementation	12,1	12,6	26,9	16,9	16,6	16,6	
	2.5 Conseil des produits agricoles du Canada	2,8	3,1	2,9	2,7	2,5	2,5	
Total partiel		1 656,1	1 613,3	1 888,7	1 622,3	1 567,5	1 563,1	

(en millions de dollars - montant net)

					Déper	nses pré	évues¹	Harmonisation
Résultat stratégique 3		Dépenses réelles 2010-2011 ³	Dépenses réelles 2011-2012 ³	Dépenses projetées 2012- 2013 ⁴	2013- 2014	2014- 2015	2015- 2016	avec les résultats du gouvernement du Canada
Un secteur innovateur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels	3.1 Sciences, innovation et adoption	360,3	266,0	358,2	325,8	272,5	272,5	axée sur l'innovation et le savoir (http://www. tbs-sct.gc. ca/ppg-cpr/ descript-fra. aspx#bm01)
	3.2 Développement de l'agroentreprise	104,3	116,3	56,8	117,3	114,6	114,6	
	3.3 Développement des régions rurales et développement des coopératives	21,1	20,3	18,9	4,1	2,3	2,3	
	3.4 Agence canadienne du pari mutuel	1,0	(0,3)	(0,0)	(0,4)	(0,1)	0,1	
Total partiel		486,7	402,3	433,8	446,8	389,3	389,4	

Services internes

Le programme des services internes appuie les trois résultats stratégiques.

(en millions de dollars - montant net)

	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dé	penses prévue	es ¹
Programme	réelles 2010-2011 ³	réelles 2011-2012 ³	projetées 2012-2013 ⁴	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Services internes	352,5	347,7	336,9	292,1	262,0	262,1
Total partiel	352,5	347,7	336,9	292,1	262,0	262,1

Dépenses ministérielles totales (en millions de dollars - montant net)

Résultats stratégiques,	Dépenses	Dépenses			penses prévu	es ¹
programmes et services internes	réelles 2010-2011 ³	réelles 2011-2012 ³	projetées 2012-2013 ⁴	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Total	2 674,8	2 557,7	2 852,7	2 450,5	2 282,8	2 278,6

Les dépenses prévues tiennent compte des fonds déjà inscrits dans les niveaux de référence du Ministère ainsi que des montants qui seront autorisés dans le cadre du processus budgétaire et qui sont présentés dans la Mise à jour annuelle des niveaux de référence du Ministère. Elles comprennent également les montants destinés aux programmes qui ont été approuvés au plus tard en février 2013. Les dépenses prévues ne tiennent pas compte des nouveaux renseignements inclus dans le Budget 2013. Le Budget supplémentaire des dépenses 2013-2014 contiendra plus d'information à cet égard, si cela est pertinent.

La variation annuelle des dépenses prévues indiquées dans les tableaux ci-dessus est expliquée dans la sous-section Profil des dépenses, qui traite de la tendance des dépenses ministérielles.

Les chiffres présentés ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas nécessairement au total indiqué. Il est inscrit 0,0 dans le cas des montants qui ne peuvent être exprimés en millions de dollars.

² Les étudiants ou le personnel dont l'embauche est financée au moyen des sources de revenu disponibles ne sont pas inclus dans les ETP. Par exemple, en 2012-2013, AAC employait 24 ETP financées à l'aide de sources de revenu disponibles tirées des projets de recherche concertée menés avec l'industrie et d'autres activités non financées par les crédits d'AAC. De plus, 462 ETP étaient des étudiants.

³ Les dépenses réelles représentent les dépenses véritablement engagées pendant l'exercice visé, telles qu'elles sont déclarées dans les Comptes publics.

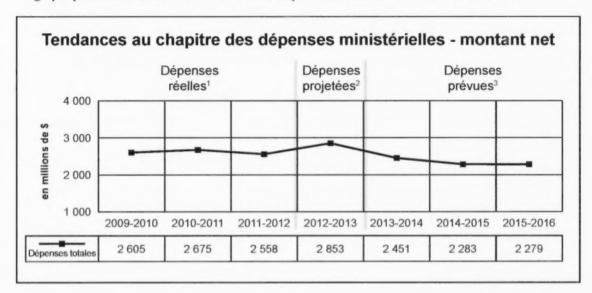
⁴ Les dépenses projetées témoignent des niveaux de financement autorisés jusqu'à la fin de l'exercice (et non de la prévision des dépenses).

Profil des dépenses

Les dépenses ministérielles d'AAC varient d'une année à l'autre selon la conjoncture avec laquelle le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels doit composer dans une période donnée. Le Ministère élabore ses programmes en fonction des facteurs sectoriels et économiques qui commandent un soutien à cette composante vitale de l'économie. Une grande partie des programmes d'AAC est prévue par la loi (ce sont les programmes qu'approuve le Parlement par le biais d'une loi habilitante) et les paiements connexes fluctuent selon la demande et les besoins des producteurs agricoles.

Tendance des dépenses du Ministère

Le graphique ci-dessous illustre la tendance des dépenses d'AAC de 2009-2010 à 2015-2016.



Les dépenses réelles représentent les dépenses véritablement engagées pendant l'exercice visé, telles qu'elles sont déclarées dans les Comptes publics.

² Les dépenses projetées témoignent des niveaux de financement autorisés jusqu'à la fin de l'exercice (et non de la prévision des dépenses).

³ Les dépenses prévues tiennent compte des fonds déjà inscrits dans les niveaux de référence du Ministère ainsi que des montants qui seront autorisés dans le cadre du processus budgétaire et qui sont présentés dans la Mise à jour annuelle des niveaux de référence du Ministère. Elles comprennent également les montants destinés aux programmes qui ont été approuvés au plus tard en février 2013. Les dépenses prévues ne tiennent pas compte des nouveaux renseignements inclus dans le Budget 2013. Le Budget supplémentaire des dépenses 2013-2014 contiendra plus d'information à cet égard, si cela est pertinent.

Durant la période 2009-2010 à 2015-2016, les dépenses réelles, projetées et prévues varient d'un maximum de 2,9 milliards de dollars en 2012-2013 à un minimum de 2,3 milliards de dollars actuellement prévu en 2015-2016. Cet écart est le fruit d'un certain nombre de facteurs précisés ci-après. Les programmes et les initiatives d'AAC varient d'une année à l'autre en fonction des changements qui touchent le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels. Par exemple, le financement nécessaire du programme de Gestion des risques de l'entreprise (GRE) ces dernières années a été inférieur à ce qu'il était par le passé, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits de base.

En 2009-2010, on a bénéficié d'une aide au titre du programme de transition pour les exploitations porcines en vue d'assurer la transition en douceur du secteur porcin, compte tenu des nouveaux défis du marché, en versant des crédits aux soumissionnaires gagnants qui ont accepté de vider leurs porcheries et de cesser toute production pendant trois ans. Les dépenses en 2010-2011 reflètent l'aide versée en vertu de l'initiative d'humidité excessive dans les provinces des Prairies, qui a octroyé une aide d'urgence aux producteurs touchés par les inondations du printemps et de l'été 2010. En 2009-2010 et en 2010-2011, on a bénéficié d'investissements en vertu du Plan d'action économique du Canada pour permettre de se rétablir de la récession économique mondiale. L'année 2011-2012 comportait des fonds pour apporter une aide en cas de catastrophe aux producteurs touchés par les conditions d'humidité excessive en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et au Québec en 2011.

La hausse des dépenses projetées en 2012-2013 est essentiellement le fruit du programme des coûts de transition de la CCB, annoncé dans le Budget de 2012, afin de financer les coûts de transition tandis que la CCB devient un organisme volontaire de commercialisation des grains, ce qui donne aux producteurs de l'Ouest du Canada la liberté de commercialiser leur blé et leur orge sur le marché libre.

Le recul des dépenses prévues en 2013-2014 est essentiellement attribuable à la baisse des dépenses prévues consacrées au programme des coûts de transition de la CCB et aux programmes qui devraient parvenir à terme en 2012-2013, comme l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants, l'ancien programme d'innovation agricole et le programme d'innovation sur les matières à risques spécifiés. Par ailleurs, le programme Agri-flexibilité prendra fin en 2013-2014.

Le Ministère connaîtra également un changement transformationnel dans l'exécution des programmes de GRE, qui délaisseront les mesures réactives de soutien du revenu au profit de programmes qui favorisent la rentabilité axée sur le marché et la croissance économique. Si l'on conjugue cela à la hausse des prix des produits de base attisée par l'augmentation du prix des céréales, cela entraîne une baisse générale du besoin prévu de subventions et contributions en vertu des programmes de GRE au cours des années de planification, en particulier dans le programme Agri-stabilité. Les programmes de GRE continueront d'offrir un soutien efficace qui permettra de protéger les producteurs contre la grande volatilité des marchés et les catastrophes.

La baisse des dépenses prévues en 2014-2015 est essentiellement attribuable aux économies mentionnées dans l'examen des dépenses du Budget de 2012, à l'expiration du Fonds de flexibilité agricole en 2013-2014 et à la diminution des dépenses prévues consacrées au programme des coûts de transition de la CCB.

Budget des dépenses par crédit voté

Pour obtenir plus de renseignements sur les crédits organisationnels d'AAC, veuillez consulter le *Budget* principal des dépenses de 2013-2014 (http://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/me-bpd-fra.asp).

Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable

La *Stratégie fédérale de développement durable* (SFDD) énonce l'engagement du gouvernement du Canada à améliorer la transparence du processus de prise de décision concernant l'environnement en exprimant clairement ses principaux objectifs et cibles stratégiques en matière de protection de l'environnement. Le gouvernement consultera la population en 2013-2014 au sujet du deuxième cycle de trois ans de la SFDD (2013-2016). La SFDD pour 2013-2016 sera achevée en 2013-2014. Elle sera présentée dans le rapport sur le rendement de fin d'exercice pour 2013-2014.

Le Ministère veille à ce que ces objectifs soient pris en compte dans ses processus décisionnels. Ainsi, dans le cadre du processus fédéral d'évaluation environnementale stratégique (EES), toute nouvelle politique ou tout nouveau plan ou toute nouvelle initiative de programme comprend une analyse de ses incidences sur l'atteinte des objectifs et des cibles de la SFDD. Les résultats d'EES sont rendus publics au moment de l'annonce d'une initiative, démontrant ainsi l'engagement du Ministère relativement à l'atteinte des objectifs et des cibles de la SFDD.

AAC contribue aux thèmes suivants de la SFDD : Thème I – Relever les défis des changements climatiques et de la qualité de l'air; Thème II – Maintenir la qualité et la disponibilité de l'eau; Thème III : Protéger la nature; et Thème IV – Réduire l'empreinte environnementale – En commençant par le gouvernement, représentés par les identificateurs visuels suivants.



Thème I Relever les défis des changements climatiques et de la qualité de l'air



Thème IIMaintenir la qualité et la disponibilité de l'eau



Thème III Protéger la nature



Thème IVRéduire l'empreinte environnementale En commençant par le gouvernement

Ces contributions sont des volets des programmes suivants. Elles sont expliquées plus en détail à la section II :

- Programme 1.1 : Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental
- Programme 1.2 : Mesures à la ferme
- Programme 3.1 : Sciences, innovation et adoption
- Programme 4.1 : Services Internes

Pour en savoir plus sur les activités que mène AAC à l'appui du développement durable, voir la section II du présent RPP et consulter le site Web AAC en direct (www.agr.gc.ca/sdd).

Pour une description complète de la SFDD, consulter le site Web d'Environnement Canada (http://www.ec.gc.ca/dd-sd/).

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

Résultat stratégique

Résultat stratégique 1 : Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels respectueux de l'environnement

AAC appuie un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels durable tant du point de vue économique qu'environnemental, c'est-à-dire un secteur capable de bien gérer les ressources naturelles disponibles et capable de s'adapter aux conditions environnementales changeantes. En relevant d'importants défis environnementaux au Canada, notamment l'impact de l'agriculture sur la qualité et l'utilisation de l'eau, l'adaptation aux répercussions des changements climatiques, la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole et l'exploration de nouveaux débouchés économiques, le secteur contribuera à assainir l'environnement et à créer des conditions de vie plus saines pour l'ensemble de la population, tout en augmentant sa propre rentabilité.

Indicateurs de rendement	Cibles
Qualité du sol - Indice de performance agroenvironnementale*	81 d'ici au 31 mars 2030
Qualité de l'eau - Indice de performance agroenvironnementale*	81 d'ici au 31 mars 2030
Qualité de l'air - Indice de performance agroenvironnementale*	81 d'ici au 31 mars 2030
Qualité de la biodiversité - Indice de performance agroenvironnementale*	81 d'ici au 31 mars 2030

^{*} Les indices donnés mesurent les progrès agroenvironnementaux dans chacun des quatre domaines clés, soit le sol, l'eau, l'air et la biodiversité. L'échelle utilisée pour ces indices est la suivante : 0-20 = lnacceptable; 21-40 = Médiocre; 41-60 = Moyen; 61-80 = Bon; 81-100 = Désirable. La cible de 81-100, ainsi qu'une tendance démontrant de la stabilité ou des améliorations, représente la valeur désirée pour la performance du secteur.

Programmes

Programme 1.1 : Connaissances, technologies, informations et évaluation sur le plan environnemental

Programme 1.2: Mesures à la ferme

Description de programme

1.1 Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental

AAC s'emploie à aider le secteur par des initiatives qui lui permettent d'utiliser une démarche de gestion plus rigoureuse pour prendre des décisions face aux risques environnementaux et de trouver des correctifs appropriés. AAC réalise des projets de recherche afin de mieux comprendre les

interactions entre l'agriculture et l'environnement face aux principaux défis en matière de protection de l'environnement qui se posent au Canada et dans les régions. Il élabore des pratiques d'agriculture durable et valide les résultats environnementaux et économiques au niveau de la ferme et du paysage, et il met au point, améliore et utilise des indicateurs agroenvironnementaux, des systèmes de comptabilité des gaz à effet de serre et des indicateurs économiques pour évaluer la viabilité environnementale et économique du secteur. Ce programme fournit la plate-forme pour l'innovation et la découverte de technologies et de stratégies qui sont utilisés comme base pour application par le secteur de façon à améliorer la performance agroenvironnementale du secteur.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
34,9	34,9	24,5	24,5

On constate une baisse des dépenses prévues en 2014-2015, qui est le résultat des économies mentionnées dans l'examen des dépenses du Budget de 2012, notamment les économies d'ordre administratif et opérationnel et la réharmonisation et l'intégration des services environnementaux.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
614	576	576

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Le secteur agricole et agroalimentaire prend des décisions qui prévoient la mise en place de saines pratiques environnementales.	Pourcentage des exploitations agricoles au Canada qui ont un plan environnemental de la ferme (PEF) officiel Résultat en 2006 : 27 % des 220 000 exploitations agricoles	39 % d'ici le 31 mars 2018

Cible de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) relevant d'AAC Cible 3.6 : Qualité de l'eau douce

Objectif de la SFDD	Indicateur de rendement	Cible de la SFDD
Objectif 3 : Qualité de l'eau	Indices de performance agroenvironnementale sur la qualité	Qualité de l'eau douce : Atteindre une valeur comprise entre 81 et
Protéger et améliorer la qualité de l'eau pour qu'elle soit propre, saine et sécuritaire pour tous les Canadiens et qu'elle soutienne des écosystèmes sains	de l'eau et du sol (valeurs globales respectives de 4 et de 6 pour les indicateurs de la qualité de l'eau et du sol)	100 pour chaque indice de performance agroenvironnementale sur la qualité de l'eau et du sol d'ici le 31 mars 2030

Nota : En 2013-2014, le gouvernement terminera le deuxième cycle de la SFDD (2013-2016) à partir duquel pourront être établis des rapports sur le rendement, en commençant par le rapport de fin d'année sur le rendement de 2013-2014.

Faits saillants de la planification







AAC continuera de mener des recherches agroenvironnementales afin de fournir les connaissances scientifiques nécessaires pour caractériser et quantifier les effets de la production agricole sur les sols, l'eau, l'air et la biodiversité. Ces connaissances sont essentielles pour mettre au point des *pratiques de gestion bénéfiques* (PGB) qui amélioreront la performance agroenvironnementale de l'agriculture et pour conseiller les décideurs, les spécialistes des ressources en terre, les spécialistes de la vulgarisation et les producteurs sur les moyens d'améliorer les pratiques agricoles et de renforcer la gestion durable des ressources agricoles. Le milieu scientifique pourra ainsi mieux comprendre les interactions et les effets des pratiques agricoles sur l'environnement.

AAC continuera d'utiliser des applications et des mesures agroenvironnementales pour élaborer et adapter des technologies visant des pratiques agricoles durables à la ferme et à l'échelle plus vaste des paysages agricoles du Canada. Les connaissances et l'information aideront les producteurs à prendre des décisions en matière agroenvironnementale tout en utilisant les mesures et l'analyse pour orienter les efforts en vue de démontrer les effets environnementaux des pratiques agricoles durables. Le programme donnera aux producteurs et aux intervenants connexes les connaissances et l'expertise qui contribueront à l'utilisation durable des ressources agricoles en terre et en eau.

Description de programme

1.2 Mesures à la ferme

AAC vient en aide aux agriculteurs par des programmes d'application directe à la ferme qui permettent de déterminer les risques environnementaux et les possibilités connexes et tout en soutenant l'élaboration d'une éthique de gestion agricole et agroalimentaire. AAC les aide dans l'évaluation des risques agroenvironnementaux et la planification, en fournissant de l'expertise, de l'information et des incitatifs pour stimuler l'adoption de pratiques agricoles durables au niveau de la ferme et du paysage, en explorant et concevant de nouvelles approches qui favorisent et soutiennent l'adoption de pratiques agricoles durables, et en faisant mieux connaître les bienfaits de ces pratiques. Ces initiatives favorisent la bonne intendance de l'environnement et aident à atténuer les répercussions générales du secteur sur l'environnement. Elles contribuent à créer un environnement plus sain et à instaurer des conditions pour améliorer la qualité de vie de la population canadienne et à rendre le secteur agricole plus rentable.

Ressources financières (en millions de dollars – montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
28,7	54,4	39,5	39,5

Les dépenses prévues pour 2013-2014 sont plus élevées que celles du Budget principal des dépenses pour le même exercice en raison surtout des crédits supplémentaires à recevoir au cours de l'année pour les initiatives provinciales et territoriales à frais partagés de CA2 dont les modalités de financement n'ont pas été établies à temps pour être incorporées dans le Budget principal des dépenses de 2013-2014. Il y a une baisse des dépenses prévues en 2014-2015, qui est principalement le résultat de l'expiration du programme Agri-flexibilité en 2013-2014.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
392	368	354

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible	
Amélioration de l'évaluation des risques agroenvironnementaux et meilleure planification par les producteurs agricoles	Pourcentage des exploitations agricoles au Canada qui ont mis en œuvre leur plan environnemental de la ferme (PEF) Les résultats de l'Enquête sur la gestion agroenvironnementale de 2006 indiquent que 90 % des exploitations agricoles avaient mis en œuvre au moins une pratique de gestion bénéfique.	92 % d'ici le 31 mars 2014	

Cible de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) relevant d'AAC Cible 3.6 : Qualité de l'eau douce

Objectif de la SFDD	Indicateur de rendement	Cible de la SFDD
Objectif 3 : Qualité de l'eau Protéger et améliorer la qualité de l'eau pour qu'elle soit propre, saine et sécuritaire pour tous les	Indices de performance agroenvironnementale sur la qualité de l'eau et du sol (valeurs globales respectives de 4 et de 6 pour les	Qualité de l'eau douce : Atteindre une valeur comprise entre 81 et 100 pour chaque indice de performance agroenvironnementale
Canadiens et qu'elle soutienne des écosystèmes sains	indicateurs de la qualité de l'eau et du sol)	sur la qualité de l'eau et du sol d'ici le 31 mars 2030.

Nota : En 2013-2014, le gouvernement terminera le deuxième cycle de la SFDD (2013-2016) à partir duquel pourront être établis des rapports sur le rendement, en commençant par le rapport de fin d'année sur le rendement de 2013-2014.

Faits saillants de la planification



Ensemble, les initiatives et services prévus dans le programme contribueront à l'adoption de saines pratiques de gestion environnementale et aideront le secteur à obtenir des avantages sur le plan environnemental et économique. Les avantages environnementaux ne se limitent pas aux exploitations agricoles puisqu'ils entraîneront un changement pour tous les Canadiens et pour les écosystèmes des deux côtés de la frontière canadienne.

AAC poursuivra son travail avec les producteurs, les collectivités agricoles et le milieu universitaire en vue de réduire les effets de l'agriculture sur les écosystèmes et d'aider les producteurs à améliorer la viabilité de leur exploitation. Par exemple, durant les cinq années (2010 à 2015) du Programme de lutte contre les gaz à effet de serre en agriculture, doté d'un budget de 27 millions de dollars, les agriculteurs auront accès aux technologies d'atténuation des gaz à effet de serre à la ferme, à la recherche et aux pratiques de gestion bénéfiques.

AAC procède actuellement à une évaluation du Programme de pâturages communautaires (www.agr. gc.ca/ppc) pour remplir un engagement décrit dans son Plan d'évaluation stratégique quinquennal (2013-2014 à 2017-2018), conformément à la politique, aux directives et aux normes sur l'évaluation du Conseil du Trésor.

De plus, AAC collabore avec les provinces et territoires afin de soutenir l'industrie grâce à différentes initiatives qui seront élaborées aux termes du cadre stratégique CA2.

Résultat stratégique

Résultat stratégique 2 : Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels compétitif et axé sur le marché qui gère les risques de manière proactive

La capacité du Canada de produire, de transformer et de distribuer, de façon rentable, des produits agricoles, agroalimentaires et agro-industriels sûrs, sains et de grande qualité dépend de notre aptitude à gérer les risques de manière proactive, à réduire ces risques au minimum et à élargir nos marchés intérieurs et extérieurs pour le secteur, en répondant, voire en surpassant, les exigences et les attentes des consommateurs. La gestion proactive des risques, qui vise à garantir la salubrité des aliments, le développement des marchés et la sensibilité à leurs exigences, ainsi que l'amélioration de la réglementation, contribuera directement à la stabilité et à la prospérité économiques des producteurs canadiens et accentuera la sécurité des activités dans ce secteur pour le public canadien.

Indicateur de rendement	Cible
Produit intérieur brut (PIB) en dollars constants (2002) pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	46,9 milliards de dollars d'ici le 31 décembre 2017
(y compris la transformation des produits de la mer)	(La cible représente une hausse de 10 % par rapport au PIB de 2009.)
La part du PIB de référence de 2009 était de	,
42,6 milliards de dollars.	

Programmes

- 2.1 : Gestion des risques de l'entreprise
- 2.2 : Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments
- 2.3 : Développement du commerce et des marchés
- 2.4 : Facilitation de l'efficacité de la réglementation
- 2.5 : Conseil des produits agricoles du Canada

Description de programme

2.1 : Gestion des risques de l'entreprise

AAC a une série de programmes de Gestion des risques de l'entreprise pour donner aux producteurs de meilleurs outils et le savoir-faire nécessaire pour gérer les risques de l'entreprise. Cette série de programmes procure aux producteurs une protection contre les légères baisses de revenu, une aide axée sur la marge de production quand leurs pertes de revenus sont plus importantes, un cadre d'indemnisation en cas de catastrophe pour les secourir rapidement et une assurance-production pour les protéger contre les pertes de production causées par des catastrophes naturelles. De plus, le programme prévoit une aide sous forme de garanties financières, qui facilitera la commercialisation de leurs produits une fois que la conjoncture du marché et les prix seront plus favorables.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
1 291,0	1 331,5	1 330,4	1 334,4

Les dépenses prévues pour 2013-2014 sont plus élevées que celles du Budget principal des dépenses pour le même exercice en raison surtout des crédits supplémentaires à recevoir au cours de l'année pour les programmes législatifs de GRE dont les modalités de financement n'ont pas été établies à temps pour être incorporées dans le Budget principal des dépenses de 2013-2014.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014
2010-2014

Résultat attendu
Réduction des pertes de revenus des producteurs

Faits saillants de la planification

Dans le cadre de CA2, les gouvernements ont convenu d'opérer une transformation en vue de délaisser les mesures réactives de soutien du revenu qui freinent l'adaptation, au profit d'une augmentation des investissements dans des programmes proactifs et stratégiques qui favoriseront davantage la rentabilité

axée sur les marchés et la croissance économique à long terme. En se fondant sur les consultations menées auprès de l'industrie, les évaluations indépendantes et les évaluations internes récentes, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont décidé que les programmes de GRE du nouveau cadre stratégique CA2 viseraient à offrir une aide pour contrer les effets d'une grande volatilité des marchés ou d'une catastrophe :

- Agri-investissement permettra de compenser les baisses de revenu et d'engager des investissements pour améliorer les exploitations agricoles ou atténuer les risques;
- Agri-stabilité offrira une aide en cas de baisse importante des marges due à des circonstances telles la faiblesse des prix, l'augmentation du coût des intrants et les problèmes de production;
- Agri-protection offrira une protection contre les pertes de production liées à certaines cultures ou produits et attribuables à la sécheresse, aux inondations, aux maladies ou à d'autres risques naturels;
- Agri-relance aidera les producteurs à éponger les coûts liés à la relance de leurs activités agricoles après une catastrophe.

Compte tenu de la nouvelle orientation stratégique pour l'agriculture, CA2 prévoit des réformes clés pour Agri-stabilité et Agri-investissement afin qu'il incombe dorénavant aux producteurs de gérer eux-mêmes les pertes légères plutôt qu'aux gouvernements.

Dans le cadre d'Agri-investissement, les producteurs pourront déposer chaque année jusqu'à 1 % (au lieu de 1,5 % comme dans le précédent cadre stratégique *Cultivons l'avenir*) de leurs ventes nettes admissibles (VNA) dans un compte Agri-investissement et recevoir une contribution gouvernementale de contrepartie. La limite des contributions gouvernementales de contrepartie passera de 22 500 \$ à 15 000 \$ par année, mais les producteurs pourront verser jusqu'à 100 % de leurs VNA chaque année et jusqu'à 400 % de leurs VNA au total. Ainsi, les producteurs pourront mieux utiliser les épargnes d'Agri-investissement pour gérer les risques.

Dans le cadre d'Agri-stabilité, les gouvernements offriront une aide lorsque la marge du producteur participant tombe en deçà de 70 % de la marge de référence historique, et ce, à compter de l'année de programme 2013. Aux termes de *Cultivons l'avenir*, les producteurs recevaient un paiement lorsque leurs marges descendaient sous les 85 % de la marge de référence. En 2013, les paiements versés aux producteurs seront calculés en fonction du même niveau de soutien gouvernemental (70 %), quelle que soit l'ampleur de la perte touchant la marge, y compris les marges négatives. Dans le précédent cadre stratégique, on calculait les paiements par niveau de sorte que l'aide gouvernementale fluctuait selon l'ampleur de la perte liée à la marge. De plus, la marge de référence du producteur se limitera à sa marge de référence historique ou à ses dépenses admissibles déclarées au cours des dernières années, selon le moins élevé des montants.

Dans le cadre de l'élaboration de CA2, et le secteur et les gouvernements ont souligné l'importance des outils d'assurance et d'autres outils du secteur privé pour gérer les risques. En vertu de l'accord-cadre CA2, AAC financera les activités de recherche-développement et de mise en œuvre des produits d'assurance du secteur privé ou de l'industrie et d'autres outils de gestion des risques agricoles. On mettra la dernière touche aux programmes avant leur mise en œuvre en 2013-2014.

Les changements entreront en vigueur pour l'année de programme 2013 des producteurs. Dans la plupart des cas, les nouvelles règles de traitement des demandes ne s'appliqueront pas avant l'exercice 2014-2015, quand les producteurs auront les résultats financiers pour leur année de programme 2013. La plupart des demandes pour 2012 seront traitées durant l'exercice 2013-2014. Les fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux feront toutefois des démarches auprès des producteurs en 2013-2014 pour s'assurer qu'ils comprennent les nouveaux paramètres des programmes.

AAC et les provinces poursuivront leur collaboration afin de recueillir, de mesurer, d'analyser et d'utiliser les données sur le rendement pour évaluer les programmes en vue d'une amélioration continue. Cette évaluation comprend un examen à mi-parcours des programmes de GRE de CA2. Les gouvernements ont élaboré un cadre de mesure du rendement qui donnera un aperçu complet du rendement des programmes de GRE de *Cultivons l'avenir* dont traitera le Rapport ministériel sur le rendement 2013-2014 d'AAC. Le Ministère s'efforcera également de parachever le cadre de rendement destiné à la nouvelle série des programmes de GRE de CA2.

Deux programmes de garantie de prêt complètent la série des programmes de GRE : le Programme de paiements anticipés (PPA) et le programme de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (LCPA). Le PPA est un programme de garantie de prêt régi par la *Loi sur les programmes de commercialisation agricoles* (LPCA), qui permet de verser aux producteurs une avance en espèces sur la valeur de leurs produits agricoles durant une période donnée. Le programme de la LCPA offre par ailleurs une garantie sur les prêts garantis par des actifs, ce qui facilite l'accès au crédit, pour établir, améliorer ou agrandir des fermes ou pour transformer, distribuer et commercialiser des produits par le truchement de coopératives agricoles. Une évaluation de la LCPA est en cours et devrait prendre fin en octobre 2013. Les résultats de l'évaluation orienteront l'examen législatif de la LCPA prévu en 2014.

Description de programme

2.2 Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments

AAC aide les producteurs et les organismes à élaborer et à mettre en œuvre des systèmes de gestion des risques liés à la salubrité des aliments, à la biosécurité et à la traçabilité afin de leur permettre de prévenir et de contrôler les risques pour les ressources animales et végétales et de renforcer ainsi le secteur contre la propagation de maladies et les pertes sur les marchés intérieurs et étrangers. Les systèmes de gestion du risque comprennent les systèmes nationaux de salubrité alimentaire reconnus par le gouvernement fondés sur les principes d'analyse des dangers et la maîtrise des points critiques (HACCP) ou de type HACCP, à la ferme et en aval de la ferme; les systèmes nationaux de biosécurité; et le système national de traçabilité pour le secteur agroalimentaire. Ces systèmes sont également mis à profit dans la gestion des urgences pour limiter la propagation des maladies animales et végétales, réduisant par conséquent les répercussions économiques, environnementales et sociales d'une crise. Une stratégie nationale de biosécurité animale et végétale offre également une orientation stratégique générale visant à faire en sorte que les efforts soient ciblés sur les risques les plus élevés en matière de biosécurité. Parmi les participants admissibles, mentionnons les organismes sans but lucratif nationaux ou régionaux, les producteurs et les intervenants de l'industrie.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
64,4	90,1	78,0	77,9

Les dépenses prévues pour 2013-2014 sont plus élevées que celles du Budget principal des dépenses pour le même exercice en raison surtout des crédits supplémentaires à recevoir au cours de l'année pour les initiatives provinciales et territoriales à frais partagés de CA2 dont les modalités de financement n'ont pas été établies à temps pour être incorporées dans le Budget principal des dépenses de 2013-2014. Il y a une baisse des dépenses prévues en 2014-2015, qui est essentiellement le résultat de l'expiration du programme Agri-flexibilité en 2013-2014.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
310	310	310

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Augmentation de la salubrité dans les systèmes alimentaires	Pourcentage des producteurs qui participent à des programmes de type HACCP et qui déclarent avoir adopté des pratiques liées à la salubrité des aliments Résultat en 2005 = 28 %	45 % d'ici le 31 mars 2014

Faits saillants de la planification

La salubrité des aliments, la protection des végétaux et la santé des animaux demeurent cruciales pour garantir la compétitivité de l'industrie et l'accès aux marchés nationaux et internationaux. CA2 appuiera aussi les systèmes d'assurance applicables au marché pour aider les producteurs canadiens à accéder aux marchés et à répondre aux demandes nouvelles et émergentes des acheteurs. L'industrie canadienne doit pouvoir démontrer que ses produits répondent à des exigences particulières, qu'ils ont été fabriqués à l'aide de procédés particuliers et sont dotés de certaines caractéristiques.

Le programme rehausse la compétitivité du secteur grâce à des systèmes d'assurance, à des normes et à des outils complémentaires qui offrent aux consommateurs et aux marchés la garantie de salubrité des aliments et les autres attributs qu'ils exigent. Le programme renforcera la capacité de l'industrie à présenter des allégations de garantie crédibles, utiles et vérifiables tout en lui procurant un avantage concurrentiel.

Les chercheurs d'AAC continueront d'acquérir des connaissances utiles à de nouveaux produits, procédés et pratiques qui amélioreront la qualité des aliments, protégeront le système d'approvisionnement alimentaire du Canada et offriront au secteur des débouchés. Le Ministère s'efforcera également de mieux comprendre les bioressources du pays et de conserver leur diversité génétique et il donnera au secteur les moyens de réagir efficacement aux menaces émergentes en agriculture, comme les espèces envahissantes et les maladies.

AAC continuera d'aider l'industrie à élaborer des normes de biosécurité nationales à l'échelle de la ferme et du secteur des services portant sur les systèmes de salubrité des aliments à la ferme et en aval de la ferme, y compris pour la traçabilité des animaux d'élevage. Il convient de noter qu'AAC collaborera avec les gouvernements et l'industrie pour mettre au point les Services canadiens d'agri-traçabilité, un guichet unique pour les données nationales sur la traçabilité des animaux d'élevage. En outre, AAC contribuera à mettre en place de nouveaux systèmes de surveillance pour les maladies végétales et animales et des systèmes de normes pour garantir les attributs de qualité recherchés sur les marchés clés. Ces systèmes seront appuyés par des programmes provinciaux et territoriaux. AAC contribuera aussi aux efforts de l'industrie dans d'autres secteurs liés aux marchés, comme l'intégration des systèmes d'assurance. L'Agence canadienne d'inspection des aliments collaborera à ces travaux et s'intéressera à des secteurs comme la reconnaissance des systèmes de salubrité des aliments, les normes de biosécurité et la réglementation en matière de traçabilité. AAC mène actuellement une évaluation du système d'assurance qui orientera les politiques et programmes futurs et qui répond à un engagement pris dans son Plan d'évaluation stratégique quinquennal (2013-2014 à 2017-2018).

Jusqu'au 31 mars 2014, un financement maximal de 20 millions de dollars est offert au titre de l'Initiative de traçabilité des encans de bétail (http://www.agr.gc.ca/ITEB) pour moderniser les structures de manutention des animaux afin d'améliorer la traçabilité dans les sites à risque et à débit élevé où sont rassemblés des animaux de différents troupeaux.

Description de programme

2.3 : Développement du commerce et des marchés

AAC se fait le défenseur du commerce agricole du Canada en s'employant à éliminer les obstacles au commerce au pays et même à l'étranger et à multiplier les débouchés pour le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels. Le Ministère aide le secteur à trouver de nouveaux débouchés au pays et dans le monde ainsi que des façons d'améliorer sa productivité et sa compétitivité et de devenir ainsi plus prospère. AAC travaille aussi à faire reconnaître les produits canadiens grâce à l'initiative image de marque Canada sur les marchés internationaux et à la Stratégie de promotion de l'image de marque au Canada, et cela afin de consolider et d'élargir la présence du secteur sur le marché.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
155,4	181,1	140,1	131,7

Les dépenses prévues pour 2013-2014 sont plus élevées que celles du Budget principal des dépenses pour le même exercice en raison surtout des crédits supplémentaires à recevoir au cours de l'année pour les initiatives provinciales et territoriales à frais partagés de CA2 dont les modalités de financement n'ont pas été établies à temps pour être incorporées dans le Budget

principal des dépenses de 2013-2014. Il y a une baisse des dépenses prévues, qui s'explique dans une large mesure par la diminution du besoin de financer le programme des coûts de transition de la CCB en 2014-2015 et en 2015-2016 et par l'expiration du programme Agri-flexibilité en 2013-2014.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
414	386	386

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Augmentation du développement du commerce et de l'accès aux marchés pour le secteur agricole	Augmentation du total des exportations agricoles et agroalimentaires	52,2 milliards de dollars d'ici le 31 décembre 2017
	Résultat en 2011 = 44,4 milliards de dollars	

Faits saillants de la planification

AAC poursuivra ses efforts pour que les forces du secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels du Canada débouchent sur des réussites sur les marchés mondiaux. L'exportation revêt une importance primordiale pour la rentabilité du secteur agricole et agroalimentaire du pays. L'augmentation des exportations se traduira par un plus grand nombre d'emplois pour les Canadiens, plus particulièrement dans les secteurs de la transformation et de la distribution. Ainsi, le Canada a tout intérêt à élargir son accès aux marchés et à renforcer les règles internationales qui régissent le commerce agricole pour instaurer des règles du jeu plus équitables pour ses producteurs et transformateurs.

AAC misera sur la promotion de l'Image de marque, les bureaux commerciaux (trois nouveaux postes de délégués commerciaux seront créés en 2013 à Ankara, Beijing et Delhi) et les renseignements sur les marchés pour augmenter la valeur des exportations dans les marchés prioritaires. En 2011, la valeur des exportations dans les pays développés se chiffrait à 32,7 milliards de dollars par rapport à la valeur de référence de 2009 de 27,95 milliards de dollars, et la valeur des exportations dans les pays en développement se chiffrait à 17,3 milliards de dollars par rapport à la valeur de référence de 2009 de 10,85 milliards de dollars.

L'Initiative de promotion de la marque Canada se poursuivra durant une année supplémentaire pour renforcer la marque Canada et faire augmenter la demande de produits canadiens sur les marchés prioritaires, notamment au Japon, au Mexique et en Allemagne. Au Japon et au Mexique, la valeur des exportations a augmenté respectivement d'un million de dollars et 100 millions de dollars par rapport aux données de référence de 2008.

Aux termes de CA2, l'industrie aura accès à un financement pour mener des activités de commercialisation sur le marché canadien et pour tirer parti des efforts déployés par le Ministère relativement à la promotion de l'image de marque sur le marché intérieur.

Les services de renseignements sur les marchés et de renforcement de la capacité d'exportation ont pour but de sensibiliser les intervenants aux tendances émergentes sur les marchés mondiaux. La rétroaction des intervenants, obtenue par l'entremise de groupes de réflexion et de sondages, témoigne d'un vif intérêt pour les renseignements sur la concurrence, les marchés et les prix au détail ainsi que pour la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Des outils semblables serviront à évaluer les effets de ces services.

Le Secrétariat de l'accès aux marchés (SAM) d'AAC contribue à régler les problèmes commerciaux ou à défendre les intérêts du Canada, ainsi qu'à rouvrir, développer et conserver les marchés pour les produits agricoles et agroalimentaires canadiens, créant ainsi de nouveaux débouchés pour le secteur canadien de l'agriculture. Le Secrétariat fait partie de l'Équipe fédérale chargée de l'accès aux marchés, qui comprend également l'Agence canadienne d'inspection des aliments et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. De concert avec l'industrie, les provinces et les autres membres de l'Équipe fédérale de l'accès aux marchés, le SAM s'efforce de trouver des solutions aux problèmes bilatéraux non résolus d'accès aux marchés. Les réalisations à ce chapitre sont décrites dans le Rapport annuel sur l'accès aux marchés (http://www4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher. do?id=1352240788033&lang=fra).

À l'appui de l'ambitieux programme commercial du gouvernement, AAC dirigera les volets agricoles des négociations bilatérales sur le libre-échange et continuera de participer aux activités de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le Ministère défendra les intérêts agricoles du Canada en plaidant en faveur de règles commerciales fondées sur des principes scientifiques qui favorisent la compétitivité du pays, créent de nouveaux débouchés à l'exportation et protègent les secteurs visés par la gestion de l'offre. Il préconisera l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires qui touchent les produits agricoles pour faire en sorte qu'une plus grande partie des échanges agricoles du Canada fassent l'objet d'accords commerciaux. Qui plus est, le Ministère aura recours, au besoin, aux mécanismes de règlement des différends des accords commerciaux (http://www.agr.gc.ca/itpd-dpci/ag-ac/ag-ac-fra.htm) pour garantir la conformité.

Les progrès technologiques et l'augmentation des barrières non tarifaires au commerce ont ajouté à la complexité du marché international. Le Ministère continuera de promouvoir à l'OMC, dans les organismes de normalisation internationaux et dans les réunions multilatérales et bilatérales des règles et des règlements transparents et fondés sur des principes scientifiques. Il est essentiel d'adopter des approches scientifiques pour que la libéralisation des échanges contribue à la croissance économique et aux débouchés, tout en facilitant la gestion de différents problèmes, comme l'insécurité alimentaire. De plus, le Ministère dirigera l'élaboration d'une approche internationale et d'une politique intérieure sur l'acceptation d'une faible concentration de cultures génétiquement modifiées afin d'atténuer les risques pour les exportateurs canadiens et de reconnaître les réalités du marché mondial.

Quelque 11 tables rondes sur les chaînes de valeur (http://www.ats-sea.agr.gc.ca/rt-tr/index-fra. htm) offrent une excellente occasion de trouver et de mettre en œuvre des solutions pour la chaîne d'approvisionnement. Ces tables rondes bénéficient du soutien d'un secrétariat d'AAC qui continuera de contribuer grandement à réaliser les objectifs du secteur, et ce, en mobilisant les partenaires compétents de l'industrie et du gouvernement, en cernant les priorités intersectorielles communes et en aidant les intervenants de l'industrie à renforcer leur capacité et leur leadership de façon efficace et collective.

Dans le cadre du programme Agri-marketing, du Fonds de commercialisation du porc à l'échelle internationale ainsi que du Fonds spécial de la *Canadian Cattlemen's Association*, AAC continuera de financer des activités de développement des marchés afin de rehausser la compétitivité des secteurs en établissant des relations entre les agroentreprises canadiennes et les marchés internationaux. D'ailleurs, le programme attribue un financement aux associations nationales de producteurs, de transformateurs et d'exportateurs ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises affiliées pour mettre en œuvre des stratégies de développement des marchés internationaux à long terme. AAC évaluera ses programmes de commercialisation à l'échelle internationale, ses négociations commerciales et l'accès aux marchés ainsi que la compétitivité du secteur en 2013-2014, conformément à son Plan d'évaluation stratégique quinquennal (2013-2014 à 2017-2018).

Description de programme

2.4 : Facilitation de l'efficacité de la réglementation

Ce programme suppose la collaboration avec l'industrie et les organismes de réglementation pour aborder les lacunes et les problèmes liés à la réglementation nationale qui nuisent à la compétitivité. Il favorise la modernisation réglementaire adaptée aux besoins de l'industrie et aide les intervenants du secteur à travailler dans le cadre des infrastructures réglementaires existantes et à s'adapter aux nouvelles approches en matière de réglementation. Ces objectifs sont réalisés dans les trois secteurs d'activité suivants : 1) Lutte antiparasitaire : programme de pesticides à usage limité*; 2) Lutte antiparasitaire : programme de réduction des risques liés aux pesticides; 3) Faciliter l'adaptation de l'industrie à la modernisation de la réglementation.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
16,9	16,9	16,6	16,6

^{*} L'usage limité d'un pesticide correspond à l'utilisation nécessaire d'un pesticide dont le volume des ventes prévu ne suffit pas à inciter un fabricant à faire homologuer le produit au Canada dans le but de le vendre.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
62	62	62

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cibles
Un secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels capable de s'adapter à un cadre de réglementation en constante évolution	Pourcentage de producteurs de cultures horticoles et de spécialité qui estiment qu'AAC a répondu aux besoins en matière de protection des cultures	60 % entre le 1 ^{er} avril 2013 et le 31 mars 2018
	Le pourcentage de base de 60 % est fondé sur les discussions tenues avec des producteurs et des groupements de producteurs à l'occasion de l'Atelier de priorisation des pesticides à usage limité, au début de la période d'application de Cultivons l'avenir (2008-2009).	
	Nombre de nouveaux ingrédients et caractéristiques de produit sur le marché Résultat des programmes de	10 entre le 1 ^{er} avril 2013 et le 31 mars 2018
	Cultivons l'avenir (2008-2013) = 6	

Faits saillants de la planification

AAC aidera le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire à s'adapter à un cadre de réglementation en constante évolution. Les efforts du Ministère à cet égard contribueront à augmenter le nombre de débouchés et offriront aux consommateurs un meilleur choix, tout en maintenant la viabilité, la santé et la sécurité.

Dans le cadre de CA2 et de son initiative Agri-compétitivité (http://www4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher.do?id=1359338007173&lang=fra), AAC collaborera avec l'industrie et les organismes de réglementation pour aider le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire à maintenir et à améliorer son avantage concurrentiel tout en s'adaptant à un cadre de réglementation interne en constante évolution. En plus de miser sur les activités du Plan d'action en matière de réglementation agricole de *Cultivons l'avenir*, nous redoublerons d'effort pour aider le secteur à s'adapter aux nouvelles politiques, approches, procédures et exigences qui sont adoptées à mesure que les gouvernements modernisent leur réglementation. En outre, on cherchera à harmoniser l'approbation des pesticides à l'échelle internationale et à combler les lacunes technologiques. Au nombre des secteurs prioritaires d'Agri-compétitivité, mentionnons les pesticides à usage limité, la réduction des risques liés aux pesticides et l'adaptation de l'industrie à la modernisation de la réglementation.

Le programme de pesticides à usage limité administré conjointement par AAC et Santé Canada continuera de faciliter l'accès des producteurs à de nouvelles applications limitées des pesticides. Les études sur les résidus de pesticide, l'efficacité des produits et la tolérance des cultures fourniront à Santé Canada les données nécessaires sur les nouveaux usages limités des pesticides. De plus, le travail concerté effectué avec les États-Unis se traduira par des homologations conjointes de pesticides pour les organismes de réglementation et la disponibilité simultanée des nouveaux usages limités des pesticides dans les deux pays. L'augmentation du nombre de nouveaux usages limités des pesticides empêche la création d'obstacles au commerce avec les pays où ces produits sont déjà disponibles. Les producteurs auront ainsi accès à des pesticides comportant de nouveaux usages limités.

Dans le cadre du Programme de réduction des risques liés aux pesticides, AAC continuera de mettre au point des technologies, des outils (y compris des biopesticides) et des techniques visant à réduire les risques pour l'environnement et la santé humaine associés à l'utilisation des pesticides. La collaboration avec Santé Canada nous aidera à cibler des solutions de rechange aux pesticides dont les homologations se font de plus en plus rares en raison de la toxicité des produits. Le programme permettra d'offrir aux producteurs des outils et des méthodes à risque réduit.

Description de programme

2.5 : Conseil des produits agricoles du Canada

Institué par l'entremise de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (la Loi), le Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) est un organisme unique de surveillance de l'intérêt public qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (le Ministre). La Loi permet la création d'offices nationaux de commercialisation, qui ne sont pas assujettis à la *Loi sur la concurrence*, ainsi que d'offices de promotion et de recherche. Le CPAC supervise ces offices afin de s'assurer que le système de gestion de l'offre pour la volaille et les œufs ainsi que les activités de promotion et de recherche pour le bovin de boucherie fonctionnent dans le meilleur intérêt de tous les intervenants, des producteurs aux consommateurs, et sont en mesure d'évoluer pour faire face aux défis actuels et futurs. Le CPAC prodigue également des conseils et recommandations au Ministre, collabore avec les organismes de surveillance provinciaux et travaille de façon active avec le Ministère ainsi que les organismes qui relèvent du portefeuille de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
2,7	2,7	2,5	2,5

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
24	23	23

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles
Maintien ou augmentation de la part du marché intérieur des producteurs canadiens de poulet, d'œufs, d'œufs d'incubation et de dindon	Part du marché intérieur des producteurs canadiens de poulet, d'œufs, d'œufs d'incubation et de dindon Résultat pour mars 2012 : 85,4 % pour le poulet, 94 % pour les œufs, 82,4 % pour les œufs d'incubation, 94,9 % pour le dindon	80 % d'ici le 31 mars 2014
Des prix à la consommation plus stables pour le poulet, les œufs et le dindon que ceux des autres protéines animales, et conformes aux prix des autres produits alimentaires	Les fluctuations relatives des prix à la consommation du poulet, des ceufs et du dindon sont comparables à celles des prix des autres aliments. Résultat pour mars 2012 : 4,2 % pour le poulet, 9,8 % pour les œufs, 1,8 % pour le dindon, 4,6 % pour tous les aliments	Les fluctuations des prix à la consommation du poulet, des œufs et du dindon correspondent à plus ou moins 10 points de pourcentage de celles des autres produits agricoles d'ici le 31 mars 2014.
	Les fluctuations relatives des prix à la consommation du poulet, des ceufs et du dindon sont inférieures à celles des prix des autres protéines animales. Résultat pour mars 2012 : 4,2 % pour le poulet, 9,8 % pour les œufs, 1,8 % pour le dindon, 10,7 % pour le porc et 8,3 % pour le bœuf	Les fluctuations des prix à la consommation du poulet, des œufs et du dindon sont inférieures à celles des autres protéines animales d'ici le 31 mars 2014.

Faits saillants de la planification

Le CPAC (www.fpcc-cpac.gc.ca/) continuera de collaborer avec *Canada Beef Inc.*, les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada et les Éleveurs de dindon du Canada, et d'assurer leur supervision. Avec la mise en œuvre de son plan stratégique 2012-2015, le Conseil veillera à ce que les systèmes de gestion de l'offre et les systèmes de promotion et de recherche aient la flexibilité voulue pour faire face aux défis actuels et futurs; il s'assurera qu'un examen du public ne puisse remettre en cause leur gestion. Pour ce faire, le CPAC continuera de mieux faire comprendre les rôles et les responsabilités des partenaires au sein

des différents systèmes et il favorisera l'établissement d'organismes de promotion et de recherche en échangeant de l'information et en examinant les propositions concernant la création de nouveaux organismes par les groupes de l'industrie. Le CPAC s'efforcera également d'améliorer ses relations de travail avec ses partenaires grâce à une meilleure coordination avec les régies agroalimentaires provinciales et à de meilleures communications.

Résultat stratégique

Résultat stratégique 3 : Un secteur innovateur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels

L'innovation dans le secteur comprend, d'une part, la mise au point et la commercialisation de produits agricoles à valeur ajoutée, ainsi que de systèmes, de procédés et de technologies axés sur le savoir et, d'autre part, l'amélioration des compétences et stratégies en matière de commerce et de gestion dans le secteur, pour que celui-ci puisse saisir les débouchés et gérer le changement. L'innovation est vitale pour l'amélioration constante de la productivité, de la rentabilité, de la compétitivité et de la durabilité des collectivités rurales et du secteur canadien de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels.

Indicateurs de rendement	Cibles
Dépenses totales en recherche et développement par entreprise du secteur de la fabrication des aliments Résultat en 2009 = 157 millions de dollars	172,7 millions de dollars d'ici le 31 mars 2014
Augmentation dans la mise au point d'aliments et d'autres produits et services issus de l'agriculture, mesurée en fonction de la hausse des revenus tirés des bioproduits	1,934 milliard de dollars d'ici le 31 mars 2014 (La cible représente une augmentation de 10 %.)
Résultat en 2006 des revenus tirés des bioproduits : 1,758 milliard de dollars	

Programmes

- 3.1 : Sciences, innovation et adoption
- 3.2 : Développement de l'agroentreprise
- 3.3 : Développement des régions rurales et développement des coopératives
- 3.4 : Agence canadienne du pari mutuel

Description de programme

3.1: Sciences, innovation et adoption

AAC contribue à l'amélioration de la compétitivité du secteur des produits agricoles, agroalimentaires et agro-industriels en appuyant des projets d'innovation qui sont conçus pour améliorer les nouveaux produits et ceux existants, des services, des procédés et des marchés. Des activités concertées de prévision et de recherche stratégiques et de partage de l'information permettent de prendre des décisions coordonnées et éclairées afin d'en arriver à une planification intégrée regroupant les industries, les gouvernements et les universités. On fait la promotion des mesures de collaboration pour accélérer le transfert des connaissances scientifiques et technologiques en fonction du cycle d'innovation, et ce, afin d'appuyer les stratégies de succès éventuel qui ont été définies par le secteur industriel. On aide aussi les agriculteurs, les agroentrepreneurs ainsi que les petites, moyennes et grandes entreprises agro-industrielles qui s'efforcent d'adopter de nouvelles technologies et de commercialiser de nouveaux produits et services. Les recherches exploratoires et transformationnelles aident à cerner les débouchés éventuels et à préparer le secteur en vue des nouvelles possibilités et des nouveaux défis.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
300,1	325,8	272,5	272,5

Les dépenses prévues pour 2013-2014 sont plus élevées que celles du Budget principal des dépenses pour le même exercice en raison surtout des crédits supplémentaires à recevoir au cours de l'année pour les initiatives provinciales et territoriales à frais partagés de CA2 dont les modalités de financement n'ont pas été établies à temps pour être incorporées dans le Budget principal des dépenses de 2013-2014. Il y a une baisse des dépenses prévues en 2014-2015, attribuable dans une large mesure aux économies mentionnées dans l'examen des dépenses du Budget de 2012, notamment des économies d'ordre administratif et opérationnel et la réharmonisation des programmes pour permettre de concentrer les ressources sur les priorités plus élevées. Les autres baisses en 2014-2015 sont essentiellement attribuables à l'expiration du programme Agri-flexibilité en 2013-2014.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
1 488	1 391	1 391

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Le secteur agricole et agroalimentaire utilise la science pour améliorer ou transformer les produits en produits à valeur ajoutée.	Augmentation de la valeur ajoutée nette en agriculture (la « valeur ajoutée » est une mesure dont se sert Statistique Canada pour déterminer le produit intérieur brut des activités canadiennes à valeur ajoutée). Résultat de la valeur ajoutée nette en agriculture en 2010 : 11,0 milliards de dollars	12,3 milliards de dollars d'ici le 31 mars 2018

Cible de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) relevant d'AAC Cible 3.6 : Qualité de l'eau douce

Objectif de la SFDD	Indicateur de rendement	Cible de la SFDD	
Objectif 3 : Qualité de l'eau	Indices de performance agroenvironnementale sur la qualité	Qualité de l'eau douce : Atteindre une valeur comprise entre 81 et	
Protéger et améliorer la qualité de l'eau pour qu'elle soit propre, saine et sécuritaire pour tous les Canadiens et qu'elle soutienne des écosystèmes sains	de l'eau et du sol (valeurs globales respectives de 4 et de 6 pour les indicateurs de la qualité de l'eau et du sol)	100 pour chaque indice de performance agroenvironnementale sur la qualité de l'eau et du sol d'ici le 31 mars 2030	

Nota : En 2013-2014, le gouvernement terminera le deuxième cycle de la SFDD (2013-2016) à partir duquel pourront être établis des rapports sur le rendement, en commençant par le rapport de fin d'année sur le rendement de 2013-2014.

Faits saillants de la planification







AAC continuera d'améliorer la compétitivité et la viabilité du secteur grâce aux nouvelles connaissances acquises sur la salubrité des aliments et la sécurité et aux systèmes de production intégrés. Ces efforts déboucheront sur des produits, des procédés et des pratiques qui augmentent les avantages économiques pour tous les intervenants. AAC contribuera également à une industrie agricole plus viable en s'efforçant d'en apprendre davantage sur les bioressources canadiennes et en protégeant et conservant la diversité génétique. Le secteur pourra ainsi répondre de façon plus efficace et décisive aux menaces émergentes que représentent, par exemple, les espèces étrangères envahissantes et les maladies.

En 2013-2014, AAC donnera un aperçu de la politique stratégique à long terme sur l'innovation qui favorise la compétitivité et la rentabilité; la politique répond aux besoins de l'industrie et tient compte des mesures prévues dans CA2. Cette nouvelle orientation à long terme mettra l'accent sur des mécanismes et initiatives qui, d'une part, facilitent une intervention coordonnée des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, de l'industrie et du milieu universitaire et qui, d'autre part, incitent le secteur privé à faire preuve de leadership et à investir davantage dans l'innovation.

Dans le cadre du programme Agri-innovation de CA2, AAC financera les activités de recherche et développement qui débouchent sur des produits, technologies, procédés, pratiques et services innovateurs. Agri-innovation regroupe en un seul programme intégré les trois étapes du continuum de l'innovation, à savoir (1) la création du savoir; (2) le transfert des connaissances et la précommercialisation; (3) la commercialisation et l'adoption.

Plus particulièrement, AAC:

favorisera la création du savoir pour que le secteur puisse relever les principaux défis et tirer parti
des possibilités. Les connaissances scientifiques donneront naissance à des produits, procédés et
pratiques agricoles innovateurs qui amélioreront la compétitivité, la rentabilité et la durabilité et
aideront l'industrie à saisir les nouvelles occasions d'améliorer la santé et le bien-être;

- encouragera l'industrie à exercer un leadership et à investir dans le transfert des connaissances et la précommercialisation pour accélérer le rythme de l'innovation;
- aidera l'industrie aux étapes de la commercialisation et de l'adoption pour rehausser la compétitivité sectorielle dans l'ensemble de la chaîne de valeur et pour obtenir un rendement des investissements dans la recherche et le développement.

Les programmes d'adaptation continueront de soutenir les approches et solutions pilotées par l'industrie qui aident les agriculteurs, le secteur de la transformation et la chaîne de valeur dans son ensemble, en proposant des solutions concertées à des problèmes communs. AAC mènera une évaluation des programmes d'innovation et d'adaptation, qui portera sur la recherche, le développement et le transfert des connaissances ainsi que sur l'adaptation agricole canadienne, conformément à son Plan d'évaluation stratégique quinquennal (2013-2014 à 2017-2018).

Description de programme

3.2 Développement de l'agroentreprise

Ce programme encourage l'utilisation de saines pratiques de gestion et d'en faire connaître les avantages tout en permettant aux entreprises du secteur d'être rentables et d'investir dans les secteurs où il le faut pour gérer de façon durable le fonds de ressources naturelles ainsi que produire et commercialiser des produits alimentaires et autres qui sont sans danger. Le programme de Développement de l'agroentreprise financera des activités provinciales et territoriales d'application de pratiques et de compétences en gestion des affaires qui renforcent la capacité des entreprises du secteur à évaluer les répercussions financières des améliorations qu'elles apportent à leurs méthodes, notamment l'effet sur leur rentabilité des plans environnementaux, des systèmes de salubrité des aliments et des projets d'innovation, à gérer la transformation, à réagir au changement et à innover dans leurs opérations, aider les propriétaires d'agroentreprises à comprendre leur situation financière et à mettre en place des mesures efficaces ainsi que des plans et pratiques de gestion, et qui favorisent la participation des jeunes agriculteurs ou des débutants dans ce domaine, des membres des Premières nations et des clients dans certains sous-secteurs en transition.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
14,4	117,3	114,6	114,6

Les dépenses prévues pour 2013-2014 sont plus élevées que celles du Budget principal des dépenses pour le même exercice en raison surtout des crédits supplémentaires à recevoir au cours de l'année pour les initiatives provinciales et territoriales à frais partagés de CA2 dont les modalités de financement n'ont pas été établies à temps pour être incorporées dans le Budget principal des dépenses de 2013-2014.

Ressources humaines (équivalents temps plein – ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
31	28	28

Résultat attendu	Indicateurs de rendement	Cible
Augmentation du nombre d'objectifs commerciaux atteints	Pourcentage d'entreprises participant aux programmes de développement de l'agroentreprise qui ont atteint leurs objectifs commerciaux et de carrière Résultat pour 2012 : 55 % selon la méthode utilisée dans les précédents sondages : Le Sondage national sur le renouveau a été mené en 2004, 2007 et 2011	55 % d'ici le 31 mars 2018
	Le Sondage sur l'impact des programmes de renouveau sur la clientèle a été mené en 2007, 2009 et 2012	
	L'Enquête financière sur les fermes a été menée en 2011	
	L'Enquête canadienne sur la gestion des exploitations agricoles a été menée en 2011-2012	
	Le Sondage de l'Institut de la gestion agricole a été mené en Ontario en 2011 et 2012	

Faits saillants de la planification

Les initiatives de développement de l'agroentreprise contribuent à la mise en place d'un secteur innovateur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels, qui à son tour, renforcera l'économie canadienne tout en améliorant la gérance et la salubrité des aliments, et facilitera l'accès des Canadiens aux produits agro-industriels. Les participants du secteur seront ainsi mieux à même de gérer le changement, ce qui contribuera à accroître les profits, la viabilité et la compétitivité.

AAC collaborera avec les provinces et territoires afin de soutenir l'industrie grâce à différentes initiatives qui seront élaborées dans le cadre de CA2. Le processus d'élaboration tiendra compte des conclusions d'une évaluation menée par AAC sur le renouvellement du financement offert aux organismes nationaux, conclusions qui confirment que ces organismes sont utiles pour échanger de l'information et des pratiques exemplaires et promouvoir la santé et la sécurité à la ferme, ainsi que pour mobiliser les jeunes agriculteurs et les nouveaux venus dans le secteur.

Conformément à la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole*, AAC continuera d'offrir son Service de médiation en matière d'endettement agricole (http://www4.agr.gc.ca/SMMEA) aux agriculteurs insolvables et à leurs créanciers en vue de les aider à parvenir à une entente satisfaisante pour les deux parties. Un examen de l'application de la loi mené en 2011 montre que 79 % des médiations ont abouti à une entente signée. Une évaluation du SMMEA doit avoir lieu en 2013-2014, conformément aux exigences de la Politique sur l'évaluation du Conseil du Trésor, et donnera à AAC l'occasion de remplir l'engagement pris dans le Plan d'évaluation stratégique quinquennal (2013-2014 à 2017-2018).

AAC poursuivra sa contribution au Programme objectif carrière en vue d'offrir environ 80 stages en agriculture chaque année dans tout le pays. Les stages s'adresseront aux nouveaux diplômés d'un programme agricole offert dans une université, un collège ou un collège d'enseignement général et professionnel (cégep), ou aux finissants d'un programme provincial axé sur la biologie, l'agriculture et la médecine vétérinaire ou la technologie appliquée. Le Programme objectif carrière permet à la prochaine génération de jeunes agriculteurs et d'entrepreneurs agricoles d'acquérir une expérience professionnelle pratique en agriculture ainsi que des compétences, grâce à du mentorat et à de l'encadrement. Pour plus de renseignements, voir le site http://www4.agr.gc.ca/objectifcarrière.

Description de programme

3.3 Développement des régions rurales et développement des coopératives

Le programme Développement des régions rurales et développement des coopératives favorise le développement des collectivités rurales et celui des coopératives en conseillant l'ensemble du gouvernement sur les politiques et les programmes touchant les collectivités rurales et les coopératives.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
4,1	4,1	2,3	2,3

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
13	13	13

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Initiatives concertées de politiques et de recherche portant sur la capacité d'innovation et la compétitivité des collectivités rurales et des coopératives	Nombre d'initiatives concertées de politiques et de recherche amorcées et poursuivies Résultat en 2012-2013 : 3	4 d'ici le 31 mars 2014

Faits saillants de la planification

Le Secrétariat aux affaires rurales et aux coopératives a fait l'objet d'une réorganisation dans le cadre des activités de regroupement et de transformation du Ministère. En 2013-2014, il concentrera ses efforts sur les politiques et la recherche et sera moins présent dans les régions. Ces modifications reflètent les objectifs premiers et le champ d'action initial du Secrétariat.

Description de programme

3.4 Agence canadienne du pari mutuel

En vertu de l'article 204 du Code criminel du Canada, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est responsable des politiques et de la réglementation concernant les paris mutuels sur les courses de chevaux. L'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM) est un organisme de service spécial d'AAC qui est chargé de réglementer et de superviser les activités de pari mutuel dans les hippodromes canadiens, et qui a pour objectif de s'assurer que le tout s'y déroule de manière équitable pour le public. Les coûts associés aux activités de l'ACPM sont recouvrés au moyen d'un prélèvement fixé actuellement à 8 % sur chaque pari engagé au Canada. Les plans stratégiques de l'ACPM sont axés sur la réglementation et la surveillance de façon moderne, efficace et transparente des activités de pari mutuel sur les courses hippiques.

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

	Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
Brut	9,4	9,4	9,9	9,6
Moins : revenu disponible	9,8	9,8	9,9	9,5
Net	(0,4)	(0,4)	(0,1)	0,1

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
44	AA	AA

Résultat attendu	Indicateur de rendement	Cible
Déroulement équitable des paris mutuels pour les parieurs canadiens	Pourcentage des hippodromes et des salles de paris au Canada qui sont conformes au Règlement sur la suveillance du pari mutuel et qui sont inspecté par des agents de l'ACPM Résultat en mars 2012 : 100 %	100 % d'ici le 31 mars 2014

Faits saillants de la planification

Pour produire le résultat escompté, l'ACPM approuvera et supervisera les activités de pari mutuel dans les hippodromes et les salles de pari du Canada afin de vérifier leur conformité au *Règlement sur la surveillance du pari mutuel* (le Règlement) et aux politiques pertinentes. L'Agence continuera également de mettre en œuvre des programmes de contrôle des drogues équines dans les hippodromes afin de s'assurer que les résultats des courses ne sont pas influencés par l'administration inappropriée de drogues ou de médicaments aux chevaux de course.

L'Agence instaura un nouveau système de surveillance du pari mutuel en 2013-2014 qui permettra l'utilisation plus efficace des ressources limitées de l'Agence tout en permettant à l'ACPM de remplir son mandat, qui consiste à assurer l'intégrité du système de pari sur les courses de chevaux.

Grâce au prélèvement fédéral effectué sur les paris mutuels, l'ACPM devrait disposer d'un budget de fonctionnement d'environ 9,8 millions de dollars pour l'exercice 2013-2014.

Description de programme

4.1 Services internes

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins de tous les programmes et à d'autres obligations générales du Ministère. Seules les activités et ressources qui concernent l'ensemble du Ministère et non celles qui sont affectées expressément à un programme, sont comprises. Ces groupes d'activités sont les suivants :

- Gouvernance et soutien de gestion, ce qui comprend : services de gestion et de surveillance (politiques stratégiques, vérification et évaluation, Direction de l'excellence des services et des programmes, gestion stratégique, etc.); services de communications, services juridiques;
- Services de gestion des ressources, ce qui comprend : services de gestion des ressources humaines; services de gestion des finances; services de gestion de l'information; services des technologies de l'information; et autres services administratifs;
- Services de gestion des biens, ce qui comprend : services des biens immobiliers, services de matériel et services d'acquisition.



AAC participe à la *Stratégie fédérale de développement durable* (SFDD) et contribue aux cibles d'Écologisation des opérations gouvernementales (EOG) dans le cadre du programme des Services internes. Le Ministère contribue aux secteurs ciblés suivants du thème IV de la SFDD: bâtiments verts, émissions de gaz à effet de serre, achats écologiques, déchets électroniques, gestion des imprimantes, consommation de papier et réunions écologiques.

Pour plus de renseignements sur les activités d'EOG du Ministère, visiter le site Web AAC en direct (http://www4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher.do?id=1358439293849&lang=fra).

Ressources financières (en millions de dollars - montant net)

Total des dépenses budgétaires (Budget principal des dépenses) 2013-2014	Dépenses prévues 2013-2014	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016
279,5	292,1	262,0	262,1

Les dépenses prévues pour 2013-2014 sont plus élevées que celles du Budget principal des dépenses pour le même exercice en raison surtout des crédits supplémentaires à recevoir au cours de l'année pour les initiatives provinciales et territoriales à frais partagés de CA2 et les programmes législatifs de GRE dont les modalités de financement n'ont pas été établies à temps pour être incorporées dans le Budget principal des dépenses de 2013-2014. Il y a une baisse des dépenses prévues en 2014-2015, qui s'explique dans une large mesure par les économies mentionnées dans l'examen des dépenses du Budget de 2012, comme des économies d'ordre administratif et opérationnel et la réharmonisation des programmes afin de permettre de concentrer les ressources sur les priorités plus élevées.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2013-2014	2014-2015	2015-2016
1 914	1 851	1 851

Faits saillants de la planification

Services internes	Faits saillants de la planification
Le Plan d'investissement	AAC s'affaire à préparer son deuxième plan d'investissement quinquennal, qui couvrira la période de 2013 à 2018, afin de respecter les politiques du Conseil du Trésor sur la planification des investissements et la gestion des projets. Tout en offrant un aperçu global des investissements du Ministère, le deuxième plan mettra en évidence les résultats du plan d'investissement des trois dernières années et mettra l'accent sur le lien entre la gouvernance et le rendement en ce qui concerne les résultats stratégiques pour l'avenir.
	Parallèlement, la <i>Politique sur la gestion des projets</i> évalue à la fois le risque du projet et la capacité du Ministère à gérer et à exécuter les projets. Pour appuyer et renforcer efficacement la capacité d'AAC, le Ministère peaufine son cadre de gestion de projet pour en améliorer la rigueur et la discipline en ce qui concerne la gestion des projets. Cela comporte une approche ministérielle intégrée qui permet d'adopter des pratiques uniformes de gouvernance, de formation, de surveillance de projet et de production de rapports.

Services internes	Faits saillants de la planification
Gestion des ressources humaines (RH)	Les compressions budgétaires de longue durée ainsi que le changement continu et la transformation exigent une planification efficace de la main-d'œuvre pour s'assurer qu'AAC dispose de l'effectif et des compétences nécessaires pour réaliser ses priorités et ses résultats stratégiques. Dans le cadre de son processus de planification intégrée, le plan des RH du Ministère fera état de buts et stratégies clés. Principaux secteurs prioritaires :
	améliorer et simplifier le processus de gestion du rendement et des plans d'apprentissage pour mettre en place un effectif souple et productif qui permettra de répondre aux priorités ministérielles;
	 déterminer les exigences futures en matière de main-d'œuvre et élaborer des stratégies pour renouveler l'effectif et promouvoir le transfert des connaissances et la planification de la relève;
	 continuer de mettre l'accent sur les possibilités de formation et de perfectionnement offertes aux employés, y compris le programme de perfectionnement en gestion et en leadership d'AAC, pour renforcer les capacités fondamentales de gestion;
	 favoriser la participation des employés grâce à des pratiques efficaces de gestion de l'effectif et du changement qui favorisent l'instauration d'une culture positive dans le milieu de travail.
Services de communication	En 2013-2014 se poursuivront les initiatives de communication d'AAC commencées en 2012-2013 qui mettent l'accent sur CA2, l'objectif étant de fournir aux producteurs et à l'industrie des renseignements sur les programmes et services qui favorisent les initiatives stratégiques de l'innovation, de la compétitivité et du développement des marchés ainsi que les programmes de GRE. De plus, les communications d'AAC appuieront les efforts du Ministère qui visent à transformer sa conception des programmes, l'administration et la prestation des services et à bien faire comprendre aux Canadiens dans quelle mesure les secteurs de l'agriculture et de la transformation des aliments participent à la croissance et à la prospérité économique du pays.
Gestion des programmes et des services	Conformément à l'orientation du gouvernement énoncée dans la Politique sur les paiements de transfert qui vise à réduire le fardeau administratif, AAC continuera d'améliorer le mode de prestation de ses programmes de subventions et de contributions auprès des Canadiens. Pour y arriver, le Ministère rationalise l'exécution des programmes. Pour plus de renseignements, voir la priorité organisationnelle sur la transformation continue des programmes, services et activités en période de compressions et de renouvellement de l'effectif en vue de relever les défis futurs, dont il est question dans la section I de ce rapport.
	La réduction du nombre de numéros sans frais contribue à l'innovation en matière de services en permettant aux clients à la recherche d'information sur les programmes et services de vivre une expérience harmonieuse et cohérente. Le guichet unique, <i>Mon dossier (AAC)</i> , favorisera le libre-service et donnera le choix aux clients. Les avantages de l'initiative d'amélioration des services seront évalués à l'aide des normes de service, de sondages sur la satisfaction auprès de la clientèle et d'autres technologies de rétroaction auxquelles peuvent accéder les intervenants.

Section III: Renseignements supplémentaires

Principales données financières

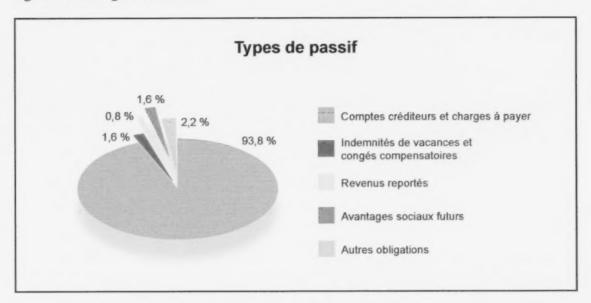
Les états financiers prospectifs fournissent des données prévisionnelles sur les passifs et les actifs, les revenus et les charges, et sont préparés selon la comptabilité d'exercice pour renforcer la responsabilisation et améliorer la transparence et la gestion financière. Les faits saillants financiers présentés dans cette section se veulent un aperçu général des activités d'AAC déclarées dans les états financiers prospectifs du Ministère, que l'on peut trouver sur le site Web AAC en direct (http://www4.agr.gc.ca/rapportsfinanciers).

Étant donné que les états financiers prospectifs sont préparés selon la comptabilité d'exercice, il y a des écarts entre les chiffres ci-dessous et les montants des dépenses prévues présentés dans d'autres sections du RPP, lesquels écarts reflètent la comptabilité de caisse qui sert à reconnaître les opérations qui affectent les crédits parlementaires. Les écarts ont trait à des postes comme les provisions pour les garanties de prêt, les contributions remboursables, les revenus non disponibles, les services gratuits reçus de la part d'autres ministères gouvernementaux, l'amortissement et des redressements au titre des indemnités de départ et de vacances. Pour plus de précisions, se reporter à la note 5 dans les états financiers prospectifs complets 2013-2014 que l'on trouve sur le site Web du Ministère.

Pour l'ex		ation financière (non vér inant le 31 mars) dollars)	îfié)
	Variation en \$	Résultats prévus 2013-2014	Résultats estimatifs 2012-2013
Montant total net des passifs	(158)	1 732	1 890
Montant total net des actifs financiers	(93)	1 626	1 719
Montant total de la dette ministérielle nette	(65)	106	171
Montant total des actifs non financiers	(8)	371	379
Situation financière nette du Ministère	57	265	208
État condensé prospectif des opération	ID OF HO IN CITAL		
	ercice (se termi (en millions de (nant le 31 mars)	insurione (non verine)
		nant le 31 mars)	Résultats estimatifs 2012-2013
	(en millions de Variation	nant le 31 mars) dollars) Résultats prévus	Résultats estimatifs 2012-2013
Montant total des charges	Variation en \$	nant le 31 mars) dollars) Résultats prévus 2013-2014	Résultats estimatifs 2012-2013 2 652
	(en millions de Variation en \$ (126)	nant le 31 mars) dollars) Résultats prévus 2013-2014	Résultats estimatifs

Passifs

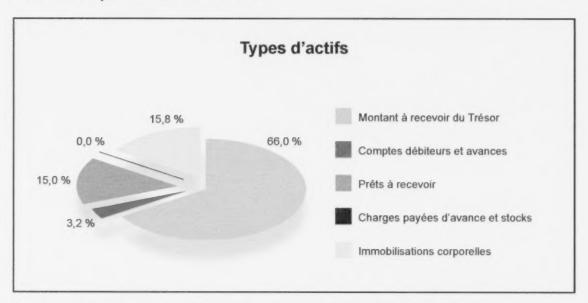
Les passifs résultant des activités du Ministère se compose essentiellement des comptes créditeurs et des charges à payer, dont la majorité a trait aux charges à payer à l'appui des programmes comme Agri-stabilité et Agri-investissement.



Le passif total devrait être de 1,7 milliard de dollars à la fin de 2013-2014. La majorité du passif a trait aux comptes créditeurs et aux charges à payer (93,8 % ou 1,6 milliard de dollars). Le solde restant du passif se compose des indemnités de vacances et des congés compensatoires (1,6 % ou 30 millions de dollars), des revenus reportés (0,8 % ou 13,5 millions de dollars), des avantages sociaux futurs (1,6 % ou 27 millions de dollars) et d'autres éléments de passif (2,2 % ou 37,3 millions de dollars).

Actifs

La majorité des actifs détenus par le Ministère pour mener ses activités sont des immobilisations corporelles qui appuient essentiellement les activités de recherche du Ministère qui contribueront à renforcer la capacité d'innovation du secteur.



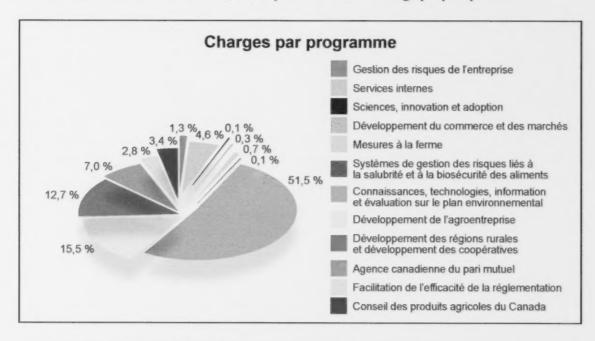
Note : Les actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement sont compris dans ce graphique.

Les actifs financiers bruts totaux devraient être de 1,979 million de dollars à la fin de l'exercice 2013-2014, et ils sont présentés nets des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement, et qui se composent essentiellement de prêts à recevoir (352,2 millions de dollars), pour un solde des actifs financiers nets de 1 626,1 millions de dollars.

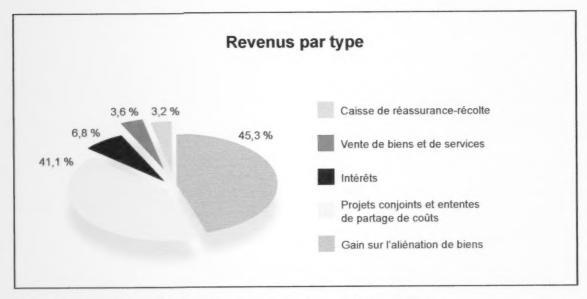
La majorité des actifs financiers nets ont trait au montant à recevoir du Trésor (1,5 milliard de dollars). Les actifs non financiers totaux devraient être de 371,6 millions de dollars, montant qui se compose des charges payées d'avance et stocks (0,3 million de dollars) et des immobilisations corporelles (371,3 millions de dollars).

Charges et revenus

Les charges engagées et les revenus gagnés, qui permettent de financer les programmes et les services d'AAC dont bénéficient les Canadiens, sont exposés en détail dans les graphiques qui suivent.



Les charges totales devraient être de 2,5 milliards de dollars au cours de l'exercice 2013-2014. La majeure partie de ces charges sont sous la forme de paiements de transfert dans le secteur de la gestion des risques de l'entreprise (51,5 % ou 1,3 milliard de dollars) et se rapportent aux programmes ministériels dont il est question dans la section II du présent rapport.



Note: Les revenus gagnés pour le compte du gouvernement sont compris dans ce graphique.

Les revenus totaux devraient être de 171,4 millions de dollars durant l'exercice 2013-2014. La majeure partie de ces revenus ont trait aux primes d'assurance-récolte (45,3 % ou 77,5 millions de dollars). Les autres revenus comprennent 70,4 millions de dollars découlant de la vente de biens et de services (41,1 %) et sont suivis de 11,7 millions de dollars d'intérêts (6,8 %). Ces revenus sont présentés nets des revenus gagnés pour le compte du gouvernement (107,6 millions de dollars) dans les états financiers prospectifs du Ministère.

Liste des tableaux de renseignements supplémentaires

La version électronique de tous les tableaux de renseignements supplémentaires qui figurent dans le Rapport sur les plans et priorités de 2013-2014 est affichée sur le site Web d'AAC (http://www4.agr. gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher.do?id=1360279926085&lang=fra#s3).

- · Renseignements sur les programmes de paiements de transfert
- Écologisation des opérations gouvernementales
- · Initiatives horizontales
- · Sources des revenus disponibles et des revenus non disponibles
- Rapport d'étape sur les grands projets de l'État et les projets de transformation
- · Sommaire des dépenses en capital par programme
- · Financement pluriannuel initial
- Vérifications internes et évaluations à venir (trois prochains exercices)
- · Frais d'utilisation

Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans son rapport intitulé *Dépenses fiscales et évaluations* (http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra. asp). Les mesures fiscales présentées dans ce document relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

Section IV: Autres sujets d'intérêt

Coordonnées de l'organisation

Services des renseignements au public Agriculture et Agroalimentaire Canada 1341, chemin Baseline Ottawa (Ontario) K1A 0C5

Téléphone : 613-773-1000 Sans frais : 1-855-773-0241 Télécopieur : 613-773-2772 ATS/TTY : 613-773-2600 Courriel : info@agr.gc.ca

Pour obtenir des coordonnées supplémentaires, visitez notre site Web (www.agr.gc.ca/contacteznous).

Note en fin d'ouvrage

 États financiers prospectifs du Ministère, http://www4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher. do?id=1281467902385&lang=fra